

PRIMERO DE MAYO. — Fiesta universal del Trabajo. Día de solidaridad en la lucha por la emancipación de los explotados. Piensen los trabajadores libres en los pueblos oprimidos. Piensen en los trabajadores españoles — y singularmente en los presos — que en este día recuerdan y esperan.

C. I. S. L.

MANIFESTE DU PREMIER MAI

Aux travailleurs du monde entier,

La Confédération Internationale des Syndicats Libres, une fois de plus, vous adresse ses souhaits les plus fraternels en cette journée de fête internationale des travailleurs.

Vous évoquez en ce jour le souvenir des pionniers qui ont frayé la voie et conduit aux succès de l'heure présente.

Vos regards se tournent vers l'avenir. Pleins de courage, vous apercevez déjà cet avenir. Il sera meilleur et vous donnera, à vous comme à vos enfants, une vie plus heureuse et valant la peine d'être vécue.

Voici douze ans, la C. I. S. L. lança un appel vibrant à tous les travailleurs du monde. Elle les conviait à se ranger sous les plis de son drapeau afin qu'ils luttent tous ensemble, unis et solidaires, pour la conquête du Pain, de la Paix et de la Liberté. Dans l'intervalle, grâce à cette union solidariste et grâce aussi au renforcement de leurs rangs, le mouvement international des syndicats libres a remporté des victoires en grand nombre. Il reste cependant encore beaucoup à faire. La C. I. S. L. entend consacrer tous ses efforts à cette tâche. Elle poursuit la bataille : pour la paix par le contrôle universel du désarmement. Il faut que finisse le chauchemar de l'anéantissement nucléaire.

La reprise des débats du désarmement sous l'égide des Nations Unies a rendu l'espérance aux nations. Il sera possible d'aboutir à des résultats positifs. Faites comprendre aux hommes d'Etat que le syndicalisme insiste et que cette fois-ci, ils peuvent et doivent réussir.

La C. I. S. L. poursuit la bataille : pour la liberté et la liquidation définitive des séquelles du colonialisme dépassé, en Afrique et en Asie ; pour accorder au mouvement syndical le droit de protéger les travailleurs et leurs libertés fondamentales. Elle n'oublie pas que cette lutte reste parfois aussi ardue dans certains pays ayant conquis leur indépendance, qu'elle le fut, précédemment, dans les pays sous régime colonial ; elle réclame la libération du fléau de l'oppression raciste et des pratiques discriminatoires ; cette plaie afflige encore beaucoup trop de pays parmi lesquels nous citerons l'Union Sud-Africaine et les colonies portugaises.

La bataille continue en d'autres domaines encore :

- pour le plein emploi, productif et librement choisi ; pour la sécurité du gagne-pain, pour la réduction du temps du travail, pour des logements décentes, une protection adéquate contre tous les risques de la vieillesse, de la maladie, des infirmités et en faveur d'un relèvement rapide du niveau d'existence des travailleurs du monde entier.

- pour un effort international décisif permettant de délivrer les pays pauvres de la stagnation économique et de leur ouvrir la voie assurée du développement économique et du progrès social.

Afin d'arriver à ces buts, les syndicats libres ont le devoir de renforcer leur puissance, de serrer les rangs, de procéder à la révision de leurs techniques, afin de relever le défi lancé partout au travail organisé par le monde moderne en évolution toujours plus rapide.

Les syndicats les plus forts maintiendront leur aide fraternelle aux jeunes mouvements syndicaux cherchant à s'implanter dans les pays en voie de développement.

Tous ces problèmes, d'intérêt vital pour les travailleurs du monde, seront analysés et repensés au Septième Congrès Mondial de la C. I. S. L. qui se tiendra dans deux mois à Berlin. Là, les dirigeants reconnus du syndicalisme, venus des cinq continents, se rencontreront au sein d'un véritable parlement mondial des travailleurs ; ils examineront selon un mode vraiment démocratique l'orientation qu'il convient d'imprimer à la lutte universelle pour le Pain, la Paix et la Liberté ; puis ils fixeront les grandes lignes de leur tactique dans les luttes futures.

Travailleurs du monde entier !

Ceci constitue votre combat.

Serrez les rangs autour de vos syndicats libres.

Le haut enseignement, aussi bien que l'enseignement primaire, quoique d'une autre façon, concourt à la liberté politique et à l'émancipation sociale des classes laborieuses. Quand l'homme, dans un sublime effort vers la science complète, donne la mesure de sa grandeur, il ne peut accepter que la nature humaine soit abaissée et défigurée ailleurs. Quand une société a cherché la pleine lumière, elle constitue nécessairement la pleine justice.

Jean JAURES.



TRABAJO

L'O.C.D.E. définit ses relations avec les représentants des employeurs et des travailleurs

Le Conseil de l'O.C.D.E. a décidé d'accorder au Comité Consultatif Economique et Industriel (B.I.A.C.) et à la Commission Syndicale (C.S.) le statut consultatif auprès de l'Organisation.

Le premier de ces deux organismes comprend, outre les représentants des Fédérations Industrielles d'Europe, des délégués des employeurs américains et canadiens ; le second émane des deux grandes Confédérations syndicales internationales (CISL et CISC) et comprend aussi bien des représentants des syndicats nord-américains que des travailleurs européens.

Ces deux organisations non-gouvernementales seront les premières à être consultées par l'O.C.D.E. sur des questions ayant trait à son activité générale. Le Conseil a en effet arrêté le 13 de mars 1962 une procédure prévoyant des consultations dans le cadre d'une Commission de liaison avec les organisations internationales ayant une vocation étendue dans le domaine économique général et étant largement représentatives dans ces domaines.

D'autres organismes non-gouvernementaux, exerçant une activité dans un secteur spécialisé, peuvent être tenus informés des travaux de l'Organisation qui les intéressent, et des échanges de vues peuvent être organisés entre eux et différentes instances de l'Organisation.

Le Secrétaire Général préside la Commission de liaison et c'est à lui qu'il incombe d'organiser les consultations avec l'ensemble des organisations internationales non-gouvernementales.

Grâce à cette procédure, l'O.C.D.E. est désormais en mesure de demander l'avis des organismes professionnels sur les travaux qu'elle poursuit.

Mensaje del Primero de Mayo a los trabajadores de los países bajo régimen de dictadura

Por Omer BECU, Secretario General de la CIOSL

TRABAJADORES de países bajo gobierno dictatorial, la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres os envía sus saludos fraternales la día Primero de Mayo, el gran día de la solidaridad obrera internacional!

Representamos a 138 organizaciones en 106 países de todos los continentes del mundo. Son miembros nuestros todas las organizaciones genuinamente sindicales y libres; libres en el sentido de que no dependen ni del Estado, ni del partido, ni de los patronos. Cada organización no depende más que de sus miembros, de los trabajadores de la fábrica, de las oficinas, del comercio y de la tierra.

No están entre nosotros las sedicentes organizaciones de países que se hallan bajo una dictadura comunista, fascista o militar. Y nos sentimos orgullosos de ello porque las organizaciones sindicales libres y genuinas deben rechazar toda unidad de acción con aquellas organizaciones que pretenden ser asociaciones obreras, pero que no hacen otra cosa que servir de instrumentos a los Gobiernos de dictadura para manejar y explotar a los Trabajadores en provecho de sus Gobiernos. Fueron constituidas, no para defender a sus miembros, sino para ser utilizadas contra ellos. Sus llamados dirigentes no son auténticos sindicalistas elegidos por los trabajadores, sino que les han sido impuestos por el régimen o por el partido.

Aunque rechazamos a esos denominados sindicatos de los países de régimen dictatorial, y si bien ponemos en causa el derecho de sus responsables a hablar en vuestro nombre, la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres no dejará nunca de apoyaros, a los trabajadores y trabajadoras de los países que se hallan bajo gobierno dictatorial. Sois nuestros hermanos, porque vuestros problemas son parecidos a los problemas con que se enfrentan los trabajadores del mundo libre. La sola diferencia es que nosotros tenemos el derecho de luchar por mejores condiciones de vida y de trabajo, mientras que vosotros os veis privados de ese derecho. Por eso luchamos no sólo por los derechos de nuestros afiliados, sino también por los vuestros.

La C.I.O.S.L. se siente orgullosa de asumir este papel, convencida de que así os defendemos. Os asumiremos como parte de nuestra gran familia de los trabajadores del mundo, familia que comparte los mismos ideales. Como vosotros, defendemos fundamentalmente el respeto de la dignidad del trabajador, su derecho a decidir libremente en qué condiciones dará su trabajo, a la libertad de elegir a sus representantes. Estamos convencidos de que vendréis a ocupar el puesto que os corresponde en esta familia de trabajadores libres tan pronto como los regímenes dictatoriales existentes en vuestros países hayan desaparecido, y que vuestra lucha por la libertad y la justicia social no habrá sido en vano.

Recordad en este día, queridos compañeros, que luchamos por un futuro mejor para vosotros, para nosotros, para todos los trabajadores del mundo entero.

Hombres y cosas

Giuseppe Saragat y Pietro Nenni

NO es por azar por lo que los nombres de Giuseppe Saragat y de Pietro Nenni vienen ahora a la pluma. Después de la apertura hacia la izquierda de la política italiana, los secretarios del PSDI y del PSI, respectivamente, son objeto de bastantes comentarios. Unos nos recuerdan las viejas querellas entre los veteranos dirigentes de la joven República transalpina. Tratan otros de contraponer posiciones políticas e interpretaciones doctrinales, como si dieran por nulo o mal avenida el hecho trascendente que se acaba de realizar. Esto, no sin cierto mal disimulado puntillo de amargura y de decepción por parte de algunos comentaristas.

Los más, ¡y era de esperar!, han acogido con entusiasmo la nueva política iniciada y juzgan la actitud realista adoptada por ambos como la consecuencia lógica de la situación social que vive el país. En general, hay muchas esperanzas. Se traducen éstas en el deseo de ver colaborar a Saragat y a Nenni en la solución de los problemas que tiene pendientes la clase obrera. El primero, a través de una acción gubernamental consecutiva, clara y decidida. El segundo, al frente de una minoría estimable y mediante un apoyo franco y constructivo.

Esto, por un lado. Por otro —y acaso el más importante—, es el acercamiento táctico de las dos fracciones del socialismo, esa entente cordial realizada, que es como un paso dado hacia la convivencia y el respeto. El hielo se ha roto. Las polémicas se han apaciguado. Sin embargo, el porvenir no se nos presenta muy claro todavía. Existen muchos inconvenientes que necesitan ser superados. Mas algo nos dice que se viene de vuelta de la escisión de «Palazzo Barberini», que, por sus graves consecuencias, hombres y grupos han querido hacer olvidar.

De «Palazzo Barberini» a Pralognan

A esto se ha referido Saragat en su reciente informe ante el Comité Central del PSDI:

«La escisión de «Palazzo Barberini» —recordó—, no surgió por cuestiones personales, sino para evitarle al país la aventura totalitaria. No hay duda que la única alternativa al «frontismo» (política practicada por los economistas y por los «nennistas» de consumo, señalamos nosotros) en aquella ocasión era la política centrista. Los socialistas democráticos han impedido la polarización de la lucha entre dos bloques totalitarios y han creado las premisas indispensables para una alternativa democrática. Sin la acción del PSDI habríamos sufrido una pavorosa involución de la Democracia Cristiana y la terminación de la democracia en nuestro país.»

Conviene recordar de pasada aquellos tiempos. Una mirada retrospectiva nos pone de seguida en contacto con la realidad que vivía Italia, y más que Italia, toda Europa. Difícil fue para los italianos el salvar al régimen republicano. Por un lado, los embates de los comunistas. La indecisión de los demócratas cristianos, por otro. Los monárquicos, al acecho. El fascismo, aprovechándose de la confusión. En fin, una situación nacional crítica que duró varios años y que hacía suponer que la República zozobraría en un mar de intransigencia, de violencia y de incompreensión. No ocurrió así, sin embargo. La República italiana sobrevivió. Luego, vino «el milagro económico». Ello se debe en gran parte a la política centrista del PSDI, cuyo principal artífice fue Giuseppe Saragat.

«No obstante —continuó Saragat—, el PSDI no se instaló en la política centrista. Al contrario. Ha perseguido siempre el objetivo de una política social cada vez más audaz y valiente. Por consiguiente, el PSI ha podido madurar su crisis interna

y evolucionar sobre el plano del desarrollo democrático. Una evolución correspondiente ha podido obtenerse en el seno de la DC, en el terreno social. Solamente los ciegos pueden discutir el que los socialistas, en estos últimos tiempos, hayan dado pasos hacia adelante. Es evidente, sin embargo, que no se han dado todavía todos los pasos por parte del PSI para arribar de forma definitiva sobre la firme ribera del socialismo democrático.»

El terreno fue así preparado. Después tuvo lugar la entrevista de Pralognan, de la que se habló mucho en su época y cuyos alcances concretos pocos conocían. Hoy ya ha sido revelado casi todo lo allí tratado. De aquel diálogo brotaron las iniciativas para un cambio de orientación en el PSI. Y la solidez de las posiciones tomadas dió los frutos que ahora se empieza a recoger. La situación más delicada fue sin duda la de Pietro Nenni, quien debía de terminar con ciertos empeños y, para desandar el camino, hacer frente a una fuerte oposición dentro de su propio partido. Como primera providencia, adquirió Nenni el compromiso de no unir las fuerzas del PSI con las del Partido comunista, para la toma del poder. Asimismo, el de crear las condiciones para que esto no ocurriera. Y así fue. Nenni sufrió gran desengaño con la dolorosa represión en Hungría. El acto brutal del ejército ruso le dejó sensible y consternado. Más tarde vino la «destalinización». Devolvió el Premio Stalin que le había sido otorgado. Todo esto es necesario tenerlo en cuenta para comprender su estado de espíritu y el cambio en él operado. De todas formas, la manera con que Pietro Nenni supo vencer las reticencias de sus partidarios y los esfuerzos que realizó para llegar a este resultado ponen de manifiesto su talento político, su temple y su capacidad.

Será alternativa

Hasta aquí el camino ha sido desandado a mitad. Es obvio que desde la época del «frontismo» han sido establecidos lazos e hipotecas entre los comunistas y los «nennistas». Esta especie de «modus vivendi» ha regulado durante bastantes años la acción conjunta del PSI y del PCI. Sería inútil negarlo o disimularlo. Ello constituye en la hora presente una seria alternativa para la colaboración con las fuerzas democráticas. Más todavía si lo que se pretende es terminar con los errores del pasado y llegar a integrar el campo del socialismo antitotalitario. De momento, se ha visto una ligera evolución democrática en el seno del PSI. El mismo Saragat lo ha reconocido cuando en su informe afirma que «gracias a esta evolución, los dirigentes de la DC han podido llegar a su partido hacia posiciones más avanzadas.»

Mas no es lo bastante. Otros inconvenientes necesitan ser superados y reclaman una firme decisión por parte de los «nennistas», si se quiere hacer aceptable el nuevo rumbo por los demás. De esto se viene ocupando también la prensa italiana. Pues se insta para que obtengan la autonomía sindical y abandonen la CGIL, ya que controlada y dirigida por los comunistas, la acción solamente beneficiaría a estos últimos. Esto, indudablemente es muy importante. Existe además la ambigüedad en las administraciones municipales y provinciales. Mientras en unos lugares los «nennistas» colaboran con los demócratas cristianos, en otros aparecen unidos con los comunistas, y en otros con ambos a la vez. Y todavía hace poco, la influencia ejercida por el PCI sobre el PSI ha sido bastante elocuente, al adherirse los «nennistas» a la política regionalista, de cuño y oportunismo comunista, y que el PSDI combate por considerarla ineficaz. Si el camino con los comunistas ha quedado definitivamente cerrado, como Nenni ha manifestado en el Parlamento,

una prueba de las buenas intenciones sería el decidirse por la formación de juntas municipales de centro-izquierda, lo que reforzaría su posición y allanaría no pocas dificultades.

El punto más escabroso es el de política internacional. Conocida nos es la posición neutralista de Nenni a este respecto. No será fácil el convencerlo de cambiar de opinión. Por otra parte, la política neutralista, de inspiración comunista, parece hallar bastantes partidarios entre los opositores de sus propias filas. Un cambio radical en la táctica no se operaría, en nuestra opinión, sin fuertes choques y graves trastornos. Así parece haberlo reconocido Saragat al señalar: «En política extranjera el PSDI se ha limitado a pedir al PSI de tomar nota de la realidad del Pacto del Atlántico y de dar su adhesión a una visión europeísta de los problemas internacionales.» Y más adelante añadió: «Han sido repetidas, las declaraciones socialdemócratas que se fundan en el reconocimiento del OTAN, como baluarte de la paz para el equilibrio de las fuerzas en presencia. El concepto de equilibrio, propio de los partidos socialdemócratas, ha sido recogido recientemente en algunas declaraciones del señor Nenni.»

Ya decíamos al principio que el porvenir no se presentaba todavía muy claro. Es necesario esperar para ver mejor. El proceso es lento. Las dificultades no son insuperables. Si los trabajos realizados no se malogran, tenemos para nosotros que han de llegar días de mayor esplendor para el socialismo italiano. Y la verdad es que, si nuestro deseo se cumple, el mérito y el honor en la noble causa irán por igual a Giuseppe Saragat y a Pietro Nenni.

Avéline ROCES

La Cícuta

De Sócrates a Gaínza

DE la misma manera que les ocurre a los conductores de automóviles cuando tienen que transitar por caminos cubiertos por el barro, en cuyas ocasiones deben hacer verdaderas proezas para mantener la dirección en ruta y el coche en equilibrio, así nos suele suceder a nosotros muchas veces cuando en nuestros comentarios hemos de referirnos a noticias o artículos aparecidos en la prensa de derechas. Nuestro propósito es siempre el de mantenernos ecuanimes y serenos y el de dar a conocer las mentiras, los falseamientos y los fariseísmos vertidos por el autor o autores de los mismos, poniendo, eso sí, un grano de sal, una brizna de pimienta y, a veces, unas gotas de cícuta en las reflexiones que los trabajos de nuestros enemigos nos merecen. Pero a veces —y esto nos ocurre con más frecuencia de la que lo deseáramos—, nuestra pluma (como en el caso del volante en el camino embarrizado), se niega a continuar derecha por la huella, y tira, fuerza y se encabrita, deseosa de abandonar los cánones propuestos y empeñada en estampar sobre el papel todo lo que la estupidez y la mendacidad de ciertas gentes le sugiere.

Entonces recordamos la lección de Sócrates a Critón, cuando le dice: «El hacer el mal, jamás es bueno.»

Pero el director o los redactores de «La Prensa», de Buenos Aires, o no han leído a través de Platón al gran ateniense o, si lo han leído, no parecen recordarlo; de la misma manera que si son cristianos, han olvidado por completo a Cristo.

Porque ignorar a Sócrates y olvidar, si no es renegar, a Jesucristo, es el alabar o disculpar todo lo que hacen los tiranos o los poderosos, y agrandar, estirar, exprimir y deformar o mentir en todo lo que hacen o dicen los que no forman parte del bando de sus intereses.

En cierta ocasión, nuestro compañero Besteiro dijo que nosotros no habíamos inventado la lucha de clases; sino que ella era el resultado natural del estado de defensa de las masas trabajadoras en la lucha que el capitalismo desarrolla contra nuestra clase. Y esta es, a pesar de sus mentidos cantos de amor a la democracia, la conducta de los grandes rotativos de derechas que no hacen otra cosa que alentar a los representantes del capitalismo en la eterna lucha que mantienen contra el pueblo; procurando para ello, en primer término, asustar a la alta burguesía y propalar que lo que nos proponemos es destruir la Iglesia y hacer que desaparezcan los ejércitos.

¿Cómo, si no, puede decirse que: «el frente popular es la expresión moderna de las oligarquías despiadadas que esclavizan y despojan a los pueblos, privándolos de todos sus bienes, inclusive del fruto de su trabajo diario y, en términos absolutos, de todas sus libertades?»

¿Y cómo, si se es de veras demócrata y cristiano, puede decirse en el periódico de la familia Gaínza-Paz, en la misma fecha que lo anteriormente copiado y en la misma página de los editoriales, refiriéndose a unos horribles crímenes en país extranjero, que son «extralimitaciones de los facciosos?»

Extralimitación, según el diccionario, es «exceder en el uso de un derecho o de una autoridad».

¿Es que cree el señor Gaínza que la masacre y el derrumbamiento de un hospital es un «exceso del cumplimiento de un deber» de los facciosos?

Honradamente creemos que el autor de esas muestras de mendacidad y de inconsciencia ha mejado su pluma, una vez más, en el veneno.

V. de la SORNA

Actos del Primero de Mayo

EN PARIS

El día 1 de mayo, a las nueve y media de la mañana, en la Sala Lancry, rue Lancry, Paris-X (Metro Jacques Bonsergent), se celebrará un gran mitin, con intervención de

Rino, Secretario de la U.D. de la C.G.T.-F.O.,

y de los miembros del Comité Nacional de Alianza Sindical;

Gregorio Ruiz Ercilla, Secretario general de S.T.V.,

Roque Santamaría, Secretario general de la C.N.T.,

Pascual Tomás, Secretario general de la U.G.T.

El acto será presidido por el Comité de Paris de Alianza Sindical.

¡Trabajadores españoles: Acudid al mitin!

EN TOULOUSE

El 1 de mayo, a las diez de la mañana, en el domicilio de Force Ouvrière, 30 bis, rue Valade, habrá un gran mitin para conmemorar la Fiesta del Trabajo. Está organizado por F.O. y por la U.G.T.

Intervendrán:

Miguel Armentia, de la C. E. de la U.G.T.

Robert Bothereau, Secretario general de la C.G.T.F.O., Vicepresidente de la C.I.O.S.L.

EN PERPIÑAN

Para conmemorar el día Primero de Mayo (Fiesta del Trabajo), los Comités departamentales del Partido Socialista Obrero Español y la Unión General de Trabajadores de los P.O., en colaboración con la Sección local de las Juventudes Socialistas, organizan una gira al hermoso pueblo de Thuir, con el siguiente programa:

A las nueve de la mañana, salida del Foyer Leo Lagrange —Perpiñan— donde estarán preparados varios autocares para desplazarse al gran número de compañeros y simpatizantes que, con sus respectivas familias, de-

seen formar parte de la excursión.

A las diez de la mañana, Gran mitin público en una sala de la Alcaldía de Thuir, que el Secretario de la misma, camarada Casanova, pone graciosamente a nuestra disposición, en el que intervendrá un miembro de la Comisión Ejecutiva. Será presidido por un compañero del Comité departamental.

La comida de mediodía será al campo libre, a discreción de los compañeros.

Por la tarde, visita a las Grandes caves de Thuir (de renombre mundial) y al pintoresco pueblo de Castel-Nou y, como final de fiesta, las Juventudes Socialistas de Perpiñan, nos tienen preparadas atractivas diversiones, entre ellas —como punto destacado— un selecto grupo de cantadores, bailadores y guitarristas.

Para la buena organización de esta gira, los organismos antes citados, en su reunión celebrada el día 7 del corriente, nombraron una Comisión organizadora compuesta por los compañeros Vicente Ugena, Santos García y Arcadio Martínez, a los que se pueden dirigir los deseos de participar en la excursión, para su inscripción y detalles complementarios.

Estamos seguros de que los socialistas y ugetistas de los Pirineos Orientales, una vez más, sabrán hacer honor a las grandes manifestaciones que se celebraban en España todos los años, acudiendo todos a la gran gira del Primero de Mayo al hermoso pueblo de Thuir, donde se pasará una buena fiesta de ambiente proletario y socialista. ¡Viva el Primero de Mayo! — Los Comités.

EN TARBES

Como en años anteriores, el Comité departamental de Altos Pirineos de la Unión General de Trabajadores, en unión de Force Ouvrière, para conmemorar la tradicional fiesta obrera del Primero de Mayo, ha organizado un acto que tendrá lugar dicho día a las diez de la mañana en una de las salas de la Alcaldía de

Tarbes, en el que harán uso de la palabra un miembro de la Comisión Ejecutiva de la U.G.T. y un representante de F.O.

A la terminación del acto se celebrará una comida fraternal.

EN BURDEOS

Nuestras Organizaciones del P.S.O.E., U.G.T. y J.J.S.S., celebrarán la víspera del Primero de Mayo, lunes 30 de abril, a las nueve de la noche en punto, en el salón de actos de F.O., 42, rue Lalande, un importante Acto público, en el que intervendrá un orador del Partido Socialista S.F.I.O., otro en nombre de Force Ouvrière y José Barreiro por las Comisiones Ejecutivas del P.S.O.E. y de la U.G.T., de España.

En fecha tan memorable del Primero de Mayo, todos nuestros afiliados, sin excepciones, tienen el deber ineludible de asistir, y asimismo quedan cordialmente invitados los refugiados españoles, en general. — Los Comités.

EN DIJON

Organizado por la Unión General de Trabajadores y la Confederación Nacional del Trabajo de España en el Exilio, se celebrará en la Caserne Dampierre (local de la C.G.T.-F.O.), a las tres de la tarde del día Primero de Mayo, un gran acto de afirmación antifranquista, en el que intervendrán los siguientes oradores:

Carlos Martínez Parera, por la U.G.T.

Roque Santamaría, por la C.N.T.

El acto será presidido por un compañero designado por el Comité de Alianza. La velada se proseguirá con un programa artístico a base de recital de poesías y canto, y de la participación del niño prodigio del acordeón Didier Fernández.

Españoles todos: Venid a escuchar la voz autorizada de la Unión General de Trabajadores y de la Confederación Nacional del Trabajo de España en Exilio. — El Comité de Alianza.

VIVA ESPAÑA

La importancia del comercio falanjo-bolchevique

En el curso de los nueve primeros meses de 1961, es decir, de enero a septiembre, el comercio exterior de España con los Estados de la zona soviética y soviética tuvo la importancia y extensión que a continuación se detalla en millones de pesetas.

Países	Exportac.	Importac.
Cuba	229,59	356,01
Checoslovaquia	168,35	110,25
Rusia	118,54	69,42
Alemania Or.	111,09	122,82
Polonia	98,48	185,79
Rumania	63,80	59,08
Hungria	52,72	20,89
Bulgaria	16,37	14,50
Totales	858,94	938,76

Resumiendo, en el citado periodo de tiempo España exportó al mundo bolchevique mercancías por un valor de 859 millones de pesetas (en números redondos) y compró en esa abominable parte del mundo productos por un valor de 939 millones de pesetas (grosso modo). La diferencia, 80 millones, se salda a favor del mundo bolchevique.

Poco es el volumen de los intercambios falanjobolcheviques al lado del comercio español con los Estados miembros del Mercado Común durante el mismo periodo (en millones de pesetas):

Países	Exportac.	Importac.
Alemania Oc.	4.346,08	5.055,52
Italia	3.213,39	1.233,45
Francia	2.632,44	4.241,51
Holanda	1.042,07	1.256,67
Bélg.-Luxemb.	765,12	581,59
Totales	11.999,10	12.368,74

Las exportaciones españolas a la zona de influencia soviética equivalen al 7,1 por 100 del valor de las exportaciones a los seis países del Mercado Común, lo que a su vez, cifrado en

29.765,24 millones de pesetas el valor de las exportaciones totales de los nueve primeros meses del año 61, equivalen al 40 por 100 de la exportación total de España.

Por un lado, ese comercio exterior con los países del Este demuestra la carencia de escrúpulos de comunistas y franquistas, su hipocresía cuando se combaten y la inanidad del argumento de los comunistas según el cual Franco se sostiene exclusivamente merced a las complacencias de los Estados occidentales.

Por otro lado, las cifras precedentes evidencian la importancia que para España tiene el área comercial de los «Seis», puesto que absorbe el 40 por 100 de las exportaciones españolas y a medida que la C.E.E. se agrande, se agrandará el porcentaje que España coloque en esa zona.

No obstante, «Mundo Obrero» — portavoz de los comunistas españoles — secundando la actitud soviética frente al Mercado Común, no vacila en combatir la necesidad imperiosa para España — de una España democrática — de asociarse a esa Comunidad. Si no hubiera otras razones, ésta basta para ver que los intereses del país pasan a segundo término cuando se trata de servir los del Estado Soviético. A nadie se le ocurre hoy, como no sea un comunista o un falangista, oponerse — económicamente hablando y desde el punto de vista español — a que España ingrese en el Mercado Común ya sea como Estado asociado o como miembro de pleno derecho.

El partido comunista no pone objeciones a ese ingreso en razón de la naturaleza política del régimen, sino porque el fortalecimiento de la C.E.E. asegura y fortalece la Europa Occidental y disminuye las posibilidades de que Rusia, por un lado, y los EE. UU., por otro, sigan considerando a los Estados democráticos europeos como un conjunto de nacionalidades decadentes y susceptibles de ser colonizadas. — O.I.D.E.

Así lo dicen ellos

El precio de la mano de obra

Ullastres, en su discurso de Bilbao, al que ya nos hemos referido extensamente, hizo ver que no puede afirmarse que nuestros precios sean competitivos ante un eventual integración con el Mercado Común, si no tenemos en cuenta en el cálculo la nivelación de nuestros salarios con los europeos que, inevitablemente, ha de producirse. El estudio del cuadro comparativo del coste de la hora de trabajo para las empresas de la industria de máquinas herramientas (una de las que paga en España mejores salarios), publicado por «Actualidad Económica», es aleccionador: Si consideramos el coste de la hora en España igual a 100, en Italia es 164, en Bélgica, 207; en Gran Bretaña, 229; en Francia, 232, y en Alemania, 261.

Es decir, que, como término medio, el coste de la mano de obra en esta rama industrial es el doble en los países del Mercado Común que en España, variando de un 64 por 100 más en Italia a casi el triple en Alemania.

A pesar de ello, o precisamente por ello, hay sectores empresariales que propugnan el sostenimiento de salarios bajos para lograr mantener precios competitivos, como única forma de dar salida a nuestros productos y de resistir a los extranjeros. Nosotros, desde luego, estamos de acuerdo en mantener los costos

bajos. Pero lo que no aceptamos es que no se considere «costo» más que los salarios y cargas sociales. ¿Acaso los dividendos del capital y las remuneraciones de los consejos de administración y alto personal de las empresas no son también «costos» y no inciden en el precio final? Sería interesante que alguien nos ofreciera un cuadro comparativo del tanto por ciento de dividiendo que producen las industrias de los países citados, para poder observar si el capital español ocupa un lugar tan modesto en renta como nuestra mano de obra en salario. En caso contrario, el bajo nivel de los costos habría de lograrse, en primer lugar, a costa de los dividendos del capital y beneficios de los administradores, sin permitir que incida sobre el salario más que cuando se hayan agotado (de verdad) los restantes recursos.

Mantener con la excusa de la competencia exterior, salarios bajos paralelamente a dividendos altos sería algo más que una injusticia.

(De «Pueblo», Madrid, 5 abril 1962.)

Si, así lo dicen ellos, mas ¿para qué? Sólo para guardar unas apariencias de defensa del trabajador y... para pasar el rato.

Chabolismo

El nuevo director de «Arriba» no carece de tupé. Al comentar la destrucción de las chabolas del suburbio de La Chimenea, aglomeración de habitaciones infrahumanas, tiene la desvergüenza de decir: «Se trata también de comprobar con limpio orgullo que Madrid ha afrontado el duro problema del chabolismo sólo bajo el régimen de Franco.»

El régimen de Franco, en efecto, fue el único que combatió hasta ahora el chabolismo. Es así porque antes del advenimiento de Su Excelencia no había ese problema. Una de las virtudes inherentes de la Cruzada consiste precisamente en crear primero muy graves problemas y, luego, cuando ya no hay manera de soslayarlos, cuando el escándalo sobrepasa la frontera, finge grandes esfuerzos para solucionarlos.

El director de «Arriba» titula su texto con estas palabras: «Punto final del chabolismo.» Si aquello demuestra la desfachatez del director, esto es un atentado a la verdad. ¿Qué punto final ni qué ocho cuartos! El chabolismo es una de las virtudes del régimen y aún después de muerto nos dejará en herencia no pocas chabolas y no pocas trampas.

Otra muestra del tupé del director de «Arriba» consiste en afirmar: «Madrid empezó a ser una ciudad europea el día en que los soldados de Franco — los gloriosos isidros! — cruzaron la Gran Vía. En sus mochilas, con otras buenas esperanzas de primavera, traían la piqueta que ayer demolió en Madrid un nuevo suburbio.»

¿Qué entenderá por europeo «estí payo d'Asturies»? Conviene advertir que el pedestre director de «Arriba» nació en el mismo pueblo que Manuel Llaneza, en Lada, concejo de Langreo. Como muchos «valientes» de ahora, se dice que luchó denodadamente en la guerra civil, durante el bloqueo del Norte, valientemente escondido. Nadie como él para hablar de «los gloriosos isidros», los que llevaban la piqueta en la mochila y la idea de Europa en el sangriento machete. Es con esa idea y con tal piqueta, que tenía alas de avión y trilita de cañón, con las que destruyeron buena parte de Madrid y convirtieron la Ciudad Universitaria en un montón de escombros.

Europa, para este atrevido trompetista, es aquella terrible tempestad de guerra, hornos crematorios y fusilamientos inicuos, nocturnos y contra toda ley, «que los gloriosos isidros» aplicaron en Madrid según el modelo que tan a fondo aprendieron de los maestros que les ayudaron a ganar la guerra.

ALFA

Embajador del Caudillo

Don Antonio Garrigues y Díaz-Cañabate ha sido designado por el Caudillo como su Embajador en los Estados Unidos. Dentro de pocos días saldrá para Washington, en donde — ¡lo que son las cosas! — va a ocupar como representante del Caudillo el mismo despacho que, frente al alzamiento de éste y como representante de la República Española, ocupó Fernando de los Ríos. Fernando de los Ríos... ¿Se acordará el señor Garrigues de aquel hombre?

Fechas trascendentales

LOS que tuvimos la suerte de vivir en nuestra patria el 14 de abril de 1931, en que, por mayoría de la voluntad nacional, se proclamó la República, nunca podremos olvidar, mientras tengamos vida, el estallido pujante de alegría popular con que se izó al viento la bandera, más tarde definida así por la Constitución: «La bandera de la República española es roja, amarilla y morada.»

Treinta y un años han pasado desde tamaño acontecimiento y todavía me parece estar asistiendo al inacabable desfile de miles y miles de ciudadanos, pacífica manifestación fervorosa a través de calles y plazas, como contagiadas del rebotante regocijo; grandes multitudes sin rencor ni aversión, mas con orgullo sano al presentirse dueñas de sus destinos después de siglos de monarquías absolutas, llamadas constitucionales, pronunciamientos, dictaduras, regímenes padecidos, aunque jamás lo fueron sin airadas protestas, ocasionando incluso guerras civiles entre liberales y carlistas.

Pero la República democrática de trabajadores de toda clase, nacida, según dijo su primer presidente, «limpia de sangre y de codicia», cobijaba — la inocente — en los pliegues de su bandera un vivero de traidores que, tras haber jurado por su honor acatarla, respetarla y defenderla, se lanzaron a la calle el 18 de julio de 1936 — como los piratas, encubriendo el contrabando y el fraude con el pabellón nacional — al grito de ¡Viva la República! y ondeando su bandera, pues pensaban que sólo así podrían engañar al pueblo y a sus soldados. Tal artimaña de poco les valió, puesto que, desenmascarados, el pueblo entero y verdadero supo luchar heroicamente y vencerlos en cuarenta y ocho horas, salvando la República de la primera de las intentonas para derribarla. El resto de la tragedia, tampoco lo podemos olvidar. Aún perduran las terribles secuelas del inmenso crimen.

El Primero de Mayo es para el trabajador otro día de pleno contenido; comienza por dignificar el trabajo, sigue por el logro de reivindicaciones y termina en acto de justa protesta reclamando, año tras año, la recuperación de lo que le pertenece. En castellano se define así la palabra reivindicar: «Recuperar uno lo que le pertenece; reclamar uno aquello a que tiene derecho.»

Si para los trabajadores españoles el 14 de Abril es la fecha de la libertad, y el Primero de Mayo es la fecha de la justicia social, el 30 de abril es la noche tradicional de las veladas familiares que celebrábamos en España, en las Casas del Pueblo que, con la libertad y la justicia,

nos robaron los fascistas que, todavía, al cabo de veintitrés años, tienen martir y esclavizado al trabajador español.

Naturalmente, ninguna de esas fiestas pueden celebrarse en España si no es en la clandestinidad y hasta dentro de cárceles y presidios, cuando se consigue burlar — lo que no es cosa sencilla ni sin grandes riesgos — el extremado rigor de ese régimen aborrecido, seguro como está de que, al permitir la más pequeña libertad, desaparecería barrida su podredumbre por oleada impetuosa, como lo fueron el absolutismo y la dictadura el 14 de Abril.

La misión de los trabajadores españoles, tanto en el interior como en el exilio, es clara y está concreta y sinceramente definida en las bases de «Unión de Fuerzas Democráticas» y de «Alianza Sindical», o sea, fundamentalmente, según lo expresado en la base primera de su declaración de principios:

«Organizar la coordinación y acentuación de la acción que se propone conseguir, que es la desaparición del régimen franco-falangista y oponerse a que se implante cualesquiera otro régimen antidemocrático que intente sucederle, a fin de establecer y asegurar, entre todas las fuerzas de oposición al régimen actual, una situación transitoria que, previo el restablecimiento de las libertades públicas, permita, con plenas garantías, elegir el régimen que prefieran los ciudadanos españoles, respetando los derechos correspondientes a los pueblos que lo integran, abriendo para ello cauce a sus aspiraciones autonómicas mediante la libre expresión de su voluntad.»

En esta Alianza o Pacto, sellado entre la Confederación Nacional del Trabajo, Solidaridad de Trabajadores Vascos y Unión General de Trabajadores de España, estamos fraternalmente decididos a proseguir la ardua y esperanzadora empresa de restablecer en España la libertad y la justicia social, «propugnando — como se establece en la base cuarta — la aplicación de una justicia reparadora que sancione, sin espíritu vengativo y con plenas garantías judiciales para los inculcados, los abusos y crímenes cometidos por la dictadura franquista.»

El enemigo ha tomado buena nota de cuanto se proponen llevar a cabo la Unión de Fuerzas Democráticas y la Alianza Sindical.

Sigamos la batalla tal como esperamos de hombres aguerridos. Hasta daremos un ejemplo al enemigo y podremos decir con el ilustre pensador: «Dos veces vence, quien en la victoria se vence.»

CLARIDADES

31 Aniversario de la República Española

EN LYON

EN LILLE

Acción Republicana Democrática Española, Partido Socialista Obrero Español, Unión General de Trabajadores de España, Confederación Nacional del Trabajo de España, con la colaboración de Force Ouvrière y de la S.F.I.O. organizan un gran mitin para conmemorar el 31 aniversario de la proclamación de la República Española y para informar a todos los antifascistas españoles la situación que atraviesa España.

Se celebrará el domingo 29 de abril a las nueve y media de su mañana en la Sala de Fiestas de la Mairie del VI Distrito, 58, rue de Sèze.

En dicho acto tomarán parte: Un representante del P.S.O.E. y de la U.G.T.E.

Ramón Liarte, en representación de la C.N.T.E.

Julio Just, en representación de A.R.D.E.

Presidirá el acto el compañero Jean Mehr, secretario general de la Unión Departamental de Force Ouvrière.

Españoles: Los representantes de la Democracia Española en el Exilio esperan vuestra asistencia a este gran acto.

Las Secciones de Lille de la Unión General de Trabajadores de España y del Partido Socialista Obrero Español en el exilio, patrocinado por la Unión local de Sindicatos «Force Ouvrière», organizan para el domingo día 29 de abril 1962, a las tres de la tarde, en la Bolsa del Trabajo, 75, rue Léon Gambetta, Lille, un Acto antifranquista, en conmemoración del XXXI aniversario de la proclamación de la República Española.

Harán uso de la palabra los compañeros siguientes:

Jules Gampel, Secretario departamental de F.O.

Ramón Porqueras, del Consejo General de la U.G.T.

Manuel Martínez, del Comité director del P.S.O.E.

¡Exiliados antifranquistas! ¡Trabajadores españoles! ¡Acudid todos a este acto para oír la voz de la democracia española!

IMPRIMERIE SPECIALE

MARSEILLE 1^o

28 - 30, Rue Sainte



REINDICIAMO

antes su destino

Unión General de Trabajadores — Confederación Nacional del Trabajo
Solidaridad de Trabajadores Vascos

PRIMERO DE MAYO DE 1962

Compañeros y amigos:

Desde marzo de 1939 en que, «victoriosa» la sublevación militar que amamantó y financió el fascismo internacional, fueron destruidas nuestras Casas del Pueblo y Centros Obreros, confiscados los bienes de los Sindicatos, quemadas sus bibliotecas, condenados, fusilados o exiliados nuestros compañeros, hemos consagrado nuestros afanes a propiciar una solución inruenta a los problemas planteados por la sublevación militar y a tratar de resolver inteligentemente las dramáticas repercusiones que ha tenido para el país la sublevación franquista.

Nunca fuimos los trabajadores tan pobres como lo somos desde hace veintitrés años, ni fue jamás tan insultante, ni tan inmoral, la impunidad y el poder de los enriquecidos al amparo de las viejas camisas de la dictadura.

Todos los sacrificios soportados durante veintitrés años, jornadas de trabajo de doce y catorce horas por día, viviendas insalubres en las cuales vivimos hoy en inhumano hacinamiento; carencia de escuelas capaces de educar respetuosamente a nuestros hijos; la dilapidación del erario público en el sostenimiento de los organismos autónomos creados por el franquismo; las subvenciones a Falange, desembocaron fatalmente en una inflación gravísima, la que, anulando el poder adquisitivo de los asalariados, condujo la economía española en junio de 1959 a los bordes del abismo.

Para intentar salvar de la quiebra la política estatal del franquismo, las potencias económicas de Europa y América forzaron el ingreso de la dictadura española en la O.E.C.E. señalándole al Estado el cumplimiento de serias obligaciones, ignoradas todas ellas en su fondo, forma y finalidades por el Pueblo.

Los trabajadores, funcionarios y empleados, las profesiones liberales y el artesanado, los pequeños propietarios, víctimas ayer de los errores gubernamentales, lo somos en gradación ilimitada por las derivaciones que ha producido en el país la aplicación del Plan de Estabilización Económica. La exportación organizada de mano de obra calificada a Suiza, Austria, Holanda, Alemania, Bélgica y Francia es la suprema demostración de la incapacidad y de la ausencia de sensibilidad del franquismo.

La Alianza Sindical, consciente de sus deberes en estas horas difíciles y graves, se dirige a todos los ciudadanos españoles para que asumiendo conscientemente responsabilidades que no pueden ser diferidas, reclamen y practiquen el ejercicio de sus DERECHOS CIUDADANOS en defensa de EL PAN, LA JUSTICIA Y LA LIBERTAD.

La ausencia en nuestro país de organizaciones sindicales verdaderamente representativas de los trabajadores de toda condición social, nos impone el deber de constituir las que a las creadas por el franquismo para combatirnos. No debemos vacilar. La propia Oficina Internacional del Trabajo, cuyo testimonio no puede recusar el franquismo, acaba de reiterar «la contradicción fundamental que existe entre la legislación vigente en España y los principios de la libertad sindical que consagra la Constitución de la O.I.T. en su preámbulo, la declaración de Filadelfia y los Convenios de la Libertad Sindical. Los trabajadores DEBEN TENER EL DERECHO, sin autorización previa, de constituir las organizaciones que estimen convenientes así como el de afiliarse a ellas».

No habrá paz social ni espiritual mientras el Pueblo no tenga plenamente garantizado su derecho innegable a vivir. Como afirmó Jaurès, «el hombre que tiene hambre no es un hombre libre». La Alianza Sindical reclama el concurso de todos los trabajadores para conseguir que las libertades estatuidas en la Carta de los Derechos Humanos sea la suprema ley para todos los españoles.

Queremos libertad de pensamiento, de opinión y de creencias; derechos de Asociación y de reunión; libertad de palabra escrita o hablada y libertad de autodeterminación para que el Pueblo pueda darse libremente y con todas las garantías legales la forma de gobierno que mejor respete costumbres, tradiciones, distribución humana de la riqueza que representa el trabajo, de la mano con el respeto al pensamiento y voluntad de la mayoría de los españoles.

Mientras subsista el régimen de dictadura que hoy nos deshonra no podrán ser resueltos dignamente ninguno de los problemas que amenazan la vida colectiva del país.

Sin reclamar de nadie renuncia ni abdicación de sus propias convicciones, la Alianza Sindical se dirige a todos cuantos sientan la necesidad imperiosa de defender la sagrada personalidad del ser humano contra todos los regímenes totalitarios, para que se asocien con la Alianza Sindical, colaborando fervorosamente para que nuestro país, y cuanto éste representa en la historia de la civilización, pueda incorporarse por derecho propio en el progresivo caminar de los Pueblos Libres.

Estas son nuestras apremiantes reivindicaciones en este Primero de Mayo.

LA ALIANZA SINDICAL

En un lugar de nuestra tierra.

llos con los que tenemos comunión de aspiraciones.

Se habla del tercer bloque, pero ¿qué representa?, ¿cuáles son sus objetivos?

Lo que se denomina actualmente con el nombre de tercer bloque es un conjunto de fuerzas de las cuales unas son neutras y otras no lo son. Pero la verdadera neutralidad consiste, a mi entender, en una ideología incompatible con el capitalismo decadente así como con el totalitarismo socialista. El capitalismo y el pretendido socialismo se disputan al mundo, cada uno de los dos pretende imponer su dominio económico e ideológico. Este antagonismo está preñado de amenazas contra la humanidad. Cada uno de los dos bloques posee los medios suficientes para destruir el mundo. Es, por tanto, indispensable que una tercera fuerza se origine para mantener el equilibrio, hacer triunfar por todas partes la libertad y la democracia y permitir que el hombre se desarrolle integralmente dentro de un ambiente de paz y serenidad.

En el dominio económico, el individuo debe elevarse a un nivel de vida digno, dentro de un ambiente de justicia social. Las fuerzas económicas actuales, deben dejar el lugar a la posesión colectiva de los medios de producción por medio de las cooperativas y de las sociedades populares. Tal sistema económico tendrá por resultados la salvaguardia de la democracia política en el sentido de que se ponga fin a la influencia del dinero sobre el doble plan económico y político.

(De «Mundo del Trabajo Libre», órgano oficial de la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres — CIOSL. — Enero 1962.)

LOS SINDICATOS LIBRES
CONTRA LA ASOCIACION
DE ESPAÑA CON LA C.E.E.

Las Organizaciones sindicales libres de los seis países europeos que integran la C.E.E. han protestado enérgicamente contra la solicitud de asociación a la Comunidad Económica Europea presentada por el Gobierno español.

En un escrito dirigido al presidente del Consejo de Ministros de la C.E.E., el secretario general del Secretariado Sindical Europeo, H. G. Buitter, se opone abiertamente al deseo del Gobierno español y al entablamiento de negociaciones sobre una asociación de España con la Comunidad Económica Europea.

Buitter recordó a este respecto que la Comunidad fue fundada con el fin de «salvaguardar y consolidar la paz y la libertad». Los sindicatos libres, los cuales se han manifestado desde hace años partidarios de la unión europea, consideran imposible «asociarse con un país cuya implacable dictadura persigue y oprime dentro de sus fronteras aquellos valores y fuerzas que han contribuido a la constitución de la Comunidad». Las organizaciones sindicales libres están decididas «juntamente con otras fuerzas democráticas de la Comunidad, a luchar resueltamente contra la asociación de una España fascista».

La Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres aprueba sin ninguna clase de reservas la postura de las seis organizaciones europeas.

Africa

La elevación del hombre, base del sindicalismo africano

Por Ahmed TLILI

Secretario general de la Unión General Tunecina del Trabajo (U.G.T.T.)

EL papel del sindicalismo en el progreso del Continente africano y la estabilización de su estructura es fácilmente definible.

El Continente africano, en vías de liberación y en donde la mayor parte de naciones han alcanzado ya su independencia, debe evitar el escollo de la anarquía y la demagogia. Ahora, su principal obligación es satisfacer los anhelos de libertad, democracia y prosperidad que encierran sus habitantes. Debe evitar que las ancestrales y numerosas generaciones de infra-desarrollados se conviertan en focos de rebelión, de golpes de Estado y de inestabilidad crónica, como ocurriera en otros países atrasados de Asia y América Latina. El sindicalismo puede jugar un importante papel en la orientación y en la determinación definitiva de la situación africana, con sólo entregarse a defender las libertades individuales y colectivas y desprenderse de todo compromiso ajeno a esos principios.

Desafortunadamente proliferos engendros de regímenes antidemocráticos aparecen continuamente en Africa, cuyos dirigentes desconocen de raíz los elementa-

les axiomas de los derechos humanos. Baste recordar los elementos de oposición que se han originado contra esos regímenes y las huelgas que han tenido lugar en Ghana, Guinea y Libia, consecuencias sintomáticas de la reacción sindical y del descontento popular.

Muy por encima de todos esos brotes conflictivos a que están expuestos algunos círculos de trabajadores, la UGTT no ha cesado en proclamar en todos sus congresos sindicales, la necesidad que tienen los trabajadores de mantenerse fieles adictos a los principios democráticos auténticos, a fin de alejar del Africa la confusión que la sofoca. Algunos naturales inconscientes y manejados por comunistas y colonialistas, han tomado avanzadas hostiles fuera de nuestra Central, que sólo tiene por objetivos la lucha dentro de un movimiento internacional en bien de las clases trabajadoras. Por otra parte, sin olvidar por un momento nuestra adhesión a la CIOSL, nos hemos impuesto la tarea de defender la orientación de un sindicalismo africano auténticamente libre.

Es reciente la fecha en que la

UGT tomó la determinación de consolidarse con los huelguistas africanos. Con ello ha significado su intenso deseo de luchar por el respeto a los derechos humanos dentro de una sociedad armoniosa y justa.

Nos hemos hecho la siguiente pregunta: «¿El señor Tettegah se ha solidarizado con los trabajadores de Ghana?, y he aquí lo que hemos respondido:

«El señor Tettegah, secretario general de la Central Sindical de Ghana, se ha autonombrado a sí mismo secretario general de la Organización Panafricana, pero al ocurrir los recientes sucesos, él fue uno de los primeros que combatieron contra los huelguistas de Ghana. Para la definición real de esa organización panafricana debe acudir a Mahjoub B. Seddik, que está en Túnez, y con quien los trabajadores han tenido contacto. En todo caso lo que se sabe hasta el presente, es que esa organización no ha dado signo de vida a propósito de los problemas candentes que interesan al verdadero panafricanismo sindical.»

Ensayemos, también, definir lo que es la corriente africana y la

realización de la solidaridad africana.

El concepto actual de «corriente africana» me parece un concepto efímero. Sus apóstoles fingen ignorar los problemas fundamentales que afligen al Africa, como la elevación de los niveles de vida y las garantías de la libertad del hombre. He aquí dos elementos esenciales sin los cuales todo progreso africano es inconsistente.

El futuro de Africa se verá seriamente comprometido si dichas dos condiciones no se cumplen y se garantizan por una ética colectiva tendente a crear y a consolidar las instituciones intrínsecamente democráticas destinadas a instaurar la justicia en todos los rincones del Estado y a hacer realidad la cooperación y coordinación de todos los esfuerzos hacia el bien común.

Para que los pueblos africanos se adhieran progresivamente a la democracia, nuestros sindicatos deben estar dirigidos por funcionarios preocupados, antes que nada, por la libertad, por el respeto a la persona humana y por la elevación del hombre. Que se alejen de nuestras directivas hombres impuestos por las minorías que fácilmente dan la espalda a la democracia.

La solidaridad africana debe de ser esencialmente desinteresada, libre de toda intromisión extranjera y despojada de toda demagogia. Debe realizarse progresivamente por la cooperación de todos los africanos, de todos los medios económicos y sociales, por la unificación de los métodos de trabajo y variación de sistemas y por la aplicación leal de las decisiones adoptadas en común en los Congresos.

En lugar de limitar la solidaridad africana a nuestro Continente, hay que extenderla lo más posible, sobre todo, a aque-

ABONNEMENTS

et

REABONNEMENTS

a nom de:

Roger SOUTHON

12, Cité Malesherbes, Paris-9

C.C.P. 19 585 08 - Paris

LIBEROLAmérica

Cartas colombianas

Las sangrientas masacres en Colombia

HE aquí un humilde rancho campesino. Paredes de bahareque y techo de palmas. Hay miseria por todos los lados. Los matrimonios campesinos son prolíficos. Tienen cinco o siete hijos. Todos cultivan su parcela esforzadamente para poder vivir. De pronto, una noche caen sobre ellos los bandoleros, y sus cabezas son rebanadas por los afilados machetes. Los cuerpos se desparraman en posiciones grotescas. Las cabezas todavía conservan el último gesto de terror.

Y así un día y otro día. Una semana y otra semana. Un mes y otro mes. Desde hace catorce años, Colombia se viene desangrando con un siniestro fatalismo donde la muerte ya no significa nada. Se mata por costumbre. La vida no vale nada. Absolutamente nada. Y lo trágico, lo cruel, es que quien muere es siempre el pobre campesino o el sencillo habitante de las aldeas y veredas. Es una muerte sin color político ni venganza social aparente. Es decir, sí, la muerte de cualquiera que sea se ha convertido en una política: la política del terror con giro a dos o tres años de plazo.

Jorge Eliecer Gaitán era un político colombiano de ideas liberales, con cierta tendencia social. Sabía lo que su pueblo necesitaba y se lo ofrecía en discursos inflamados de frases donde la demagogia no siempre estaba ausente. Gaitán era un caudillo popular. Hacía vibrar a las masas.

No se sabe quién lo asesinó el 9 de abril de 1948. Su muerte produjo una explosión de sangre y fuego que asoló Bogotá,

Calí, Barranquilla y otras ciudades. Se dice que Fidel Castro estaba entre unos supuestos dirigentes de este movimiento que ya se conoce en la Historia como el «bogotazo».

Las derechas colombianas, representadas por el partido conservador estaban en el poder. Al poco tiempo se desató una ola de terror para humillar al partido liberal. Las gentes se refugiaron en las selvas y en las pampas vecinas del Brasil. Desde allí se defendían del terrorismo oficial. Las guerrillas, formadas por liberales rebeldes, llegaron a ocupar grandes regiones deshabitadas, pero que servían para contener a los soldados del Gobierno conservador.

Pero el ejército no era suficiente para imponer el terror en las ciudades. Entonces, los políticos conservadores crearon unas fuerzas siniestras, llamadas «chulavitas», integradas por ex presidiarios y gentes de baja ralea, que comenzaron a perseguir y asesinar a los liberales. Mataban sin clemencia. Ser liberal era suficiente delito para merecer las mayores torturas. De esta época de violencia oficial, desatada por los presidentes conservadores Mariano Espina Pérez, Urdaneta Arbeláez, Laureano Gómez y, luego, por el general Rojas Pinilla, quedaron miles de huérfanos que ahora vengan con furia ciega la muerte de sus padres, la violación de sus hermanas y la destrucción de sus ran-

chos y parcelas. Aquellos niños de seis y ocho años son hoy hombres de veinte y veinticinco años que capitanean bandas de asesinos inmisericordes. Sus padres murieron por ser liberales. Ellos no sienten la política del mismo modo. Se vengan de la sociedad, del Gobierno, del país mismo, porque la sangre es la única forma de saciar su inagotable deseo de revancha.

Por eso mueren campesinos pobres y niños inocentes.

Las matanzas se desarrollan en los campos y en las montañas poco pobladas. Las ciudades permanecen tranquilas. Los ricos siguen haciendo magníficos negocios, mientras que los trabajadores se empobrecen más cada día y sus niños no pueden ilustrarse porque no hay escuelas ni dinero para pagar maestros. Los periódicos traen casi todos los días la noticia de que en un asalto han muerto ocho, catorce, veintidós campesinos. Antes era noticia de primera plana. Ahora ya no interesa tanto. La gente se ha insensibilizado de esta clase de informaciones.

Es lógico que en Europa se pregunten cómo es posible que esto suceda en un país como Colombia, que alcanzó fama de ser la Atenas suramericana, que tiene un presidente tan culto y honesto como el doctor Alberto Lleras Camargo, y un Gobierno que no persigue a nadie. ¿Cómo es posible que esto siga sucediendo en la culta Colombia? Esto es lo que trataremos de explicar en nuestro próximo artículo.

Pío CID

Bogotá, abril 1962.

Nicaragua: Libertad o caos

Luis Alberto Monge es una de las plumas más autorizadas de las generaciones adultas latinoamericanas. Fue uno de los fundadores de la ORIT, cuya secretaria general ocupó durante varios años. Diputado costarricense del partido que dirige don José Figueres, director de la revista «Combate».

ALGUNOS de los norteamericanos y europeos que conocen el nombre del más famoso poeta latinoamericano, Rubén Darío, no sabrán que la patria de éste es Nicaragua. Otros, habrán oído hablar de este país centroamericano, no sólo porque es la patria del fundador del modernismo en la poesía castellana. Más de un periodista superficial se referirá a Nicaragua, como a una «Banana Republic», recordando la exagerada influencia de las compañías norteamericanas dedicadas al negocio del banano en América Central.

Para los latinoamericanos, Nicaragua, con sus ciento veinte mil kilómetros cuadrados y su millón y medio de habitantes, es uno de los símbolos de nuestro drama contemporáneo. De la anarquía, en sus primeros años de vida independiente, pasó a las constantes intervenciones foráneas (Estados Unidos de Norteamérica, Gran Bretaña y Alemania), para luego sumirse en la treinta años dictadura dinástica de la familia Somoza. Resultado: 1962, subdesarrollo extremo, analfabetismo y fragilidad de las instituciones políticas.

Allí se libró una de las más resonantes luchas contra manifestaciones grotescas y voraces del imperialismo norteamericano. La guerra de guerrillas, encabezada por Augusto César Sandi-

no, dió a éste la categoría de héroe latinoamericano. Convenida la paz con autoridades títeres de la época, al salir de una visita al Presidente de la República, se le asesina. Era el año 1934. Con el apoyo norteamer-

Por Luis Alberto Monje

cano, ya era hombre fuerte, en carácter de ministro de la Guerra, el fundador de la dinastía somociana, general Anastasio Somoza.

Desde aquella época, Anastasio Somoza, padre, se proclamaba Presidente cuando le venía en gana; nombraba y destornaba presidentes según su voluntad. Entregaba y arrebataba derechos, gracias y privilegios a su gusto y sabor. Cuando en 1956 fue asesinado, sus dos hijos, Luis y Anastasio hijo, tomaron las riendas del país. El primero se hizo nombrar Presidente y el segundo ministro de la Guerra.

Para hacer un negocio importante, aunque sea lícito, es indispensable tomar en cuenta a los Somoza. Hoy, casi no existe empresa de monta de la que no sea accionista la familia reinante. Nicaragua se gobierna como si se tratara de una empresa privada. Cuando los patronos están de buen humor o desean impresionar los organismos internacionales, se puede disfrutar de algunas libertades. Cuando no es ese el caso, hay riesgo de «pasar a la sombra» en un calabozo de la prisión llamada el Hormiguero (entre otras), sufrir alguna tortura bajo la dirección «técnica» del propio ministro de la Guerra, darse un paseo con carácter de exiliado o terminar sus días atravesado por las balas de la Guardia Nacional.

poner un sucesor que les garantice la integridad de tal imperio. A pesar de las dudas, los grupos de la oposición están aprovechando el cierto margen de libertad de prensa; despunta una explosiva esperanza y paulatinamente se rompen las cadenas del temor.

Y no habían de faltar las paradojas, tan pintorescas de la política latinoamericana. El núcleo político más activo y que ha logrado importantes movilizaciones populares, aparte de que enarbola las banderas de la reforma social, incluyendo reforma agraria y tributaria, lleva el nombre de Partido Conservador. Y los amigos del Gobierno se agrupan en el Partido Liberal. Ocurre que las nuevas promociones del Partido Conservador —fuertemente influenciadas por las corrientes ideológicas de la época— se han adueñado de la dirección de su partido. Pero a la vez, no se atreven al cambio de nombre por la confusión que pudiera producirse en sus seguidores, especialmente los de las áreas rurales.

¡Oh, América Latina!... Cómo se hace difícil tu comprensión para quienes te observan desde lejos... Los nuevos líderes del Partido Conservador Nicaragüense han hecho que sus masas campesinas y obreras saluden al estilo del Partido Aprista Peruano, con pañuelo blanco en la mano izquierda... Jamás pudo imaginárselo Víctor Raúl Haya de la Torre, ni aun en sus horas de peregrino de la redención indioamericana, cuando el martirologio político templó sus más puras fibras de soñador.

También se preparan para la

contienda el Partido Liberal Independiente, con prestigiosas figuras todavía en el exilio, y el naciente Partido Social Cristiano. Para completar la escena, no podían estar ausentes los protagonistas de la «revolución baletizada», que con el nombre de Movilización Republicana, agitan las banderas del fidelocomunismo.

Si efectivamente hay elecciones libres y honestas, terminarán treinta años de dictadura somociana y comenzará la difícil etapa de la convalecencia democrática. Con variantes de circunscripción y lugar, como en Venezuela, se intentará cortar la evolución, unas veces por los reaccionarios de derecha, cada vez más convencidos de que a la anarquía y al comunismo sólo se les detiene con la dictadura militar. Otras veces, por los reaccionarios de izquierda, hábiles para transformar el natural inconformismo popular, en puñal liberticida. Pero con todo y esas dificultades, si Nicaragua toma el nuevo rumbo, podrá salvarse.

En cambio, si las elecciones son una farsa y los Somoza imponen sucesor, la lucha interna se tornará violenta y quizá caótica. La política de Washington —justa o injustamente— continuará siendo objeto de acerbas críticas. Las masas nicaragüenses, que experimentan un explosivo despertar de esperanzas y que han visto postpuestas o reprimidas, durante un siglo, sus aspiraciones, podrían mostrar creciente propensión a seguir a los nuevos héroes de la «revolución baletizada», verdaderos magos para canalizar frustraciones populares.

Paralelismos

Franco y Stalin

HA pasado —desgraciadamente un poco tarde— la época ingrata de verse envuelto en la calumnia vil a cuenta de nuestras críticas y reservas frente al entonces genial padre de todos los pueblos. No éramos stalinianos ayer ni lo somos anti, hoy. Dejemos ese juego de frases y esa toma de posición para quienes no pueden gozar del glorioso privilegio de una libre autocritica. Nos interesa fundamentalmente resaltar ante la opinión una monstruosidad indigna y una incongruencia que raya en lo ridículo. Me explicaré.

Al morir el dictador ruso, se buscó su sucesión en los archivos de la Historia. Ninguna más al caso que la de los cónsules, prócónsules y Césares de la Roma antigua. Se dejó en pie un triunvirato. Se le llamó el de los nuevos apóstoles y únicos capaces en asegurar las doctrinas conducentes al culto de la personalidad, del sagrado dios del comunismo internacional: Malenkov, Beria, Molotov. De ese tríptico sólo queda un fantasma: el signatario, con Ribentrop, del pacto sanginario que provocó la guerra. Se ha producido la mixtificación y en nombre de ella tenemos, frente al dios muerto, un nuevo mastodonte táctico, no olvidemos que hermano de doctrina: Krouschef.

Un respeto elemental a la libertad y a los medios de aplicarla en cada país, nos privaría de todo comentario si ello no rozara dolorosos recuerdos y consecuencias dramáticas. Ríos de sangre nos impiden el silencio para dejar sin comentar ese nuevo rumbo a base de lapidar al jefe difunto por quienes fueron sus más firmes soportes. Ya estamos acostumbrados los socialistas a este cambio de escena en la presentación continua del comunismo. En su evolución sorprendente observamos un fenómeno irónico de tipo occidental. Los más acérrimos stalinianos de la víspera se han convertido en los más leales amanuenses del señor «K».

Vaya ello en perjuicio del líder político ruso. Por muy atrofiadas que las masas de obediencia comunista se hallen, y se hallan bastante, queda en pie un hecho que no aceptaremos fácilmente: los errores tácticos, los abusos inconcebibles y los crímenes aviesos de esos jeremías adulativos que reconocen y censuran sus propios crímenes, pues de los que

en España se hicieron al socaire del troskismo, ellos y no otros son los responsables. Atrás quedó España hundida en el fascismo merced a los errores de los portaestandartes hoy de la coexistencia pacífica. No podemos reír... Se ha perdido mucho. No podemos aceptar tampoco esa transfiguración bíblica consistente en convertir en dóciles corderillos a los viejos lobos que sólo aspiran a sobrevivir, aunque sea a costa de nuestra propia sangre.

Semanas atrás —he aquí el paralelismo—, nuestro genial Caudillo, tuvo un lamentable accidente de caza. Al salirle el tiro por la culata se fracturó una mano. El gran estratega militar hecho en los campos de África y confirmado en los de su propia patria, dicen, quedó atormentado ante el pensamiento de la muerte. Creía nuestro coloso y mayúsculo cesariano que dicha señora le iba a pedir sus cuentas y se apresuró a dejar el posible rosario en las manos de un triunvirato. Es claro. No iba él a ser menos que don José en escudriñar los rincones lejanos de la Historia. De ella salieron por su magín tres nombres: Alonso Vega, Muñoz Grandes y Barroso.

Bueno será advertir a la opinión que no aceptamos la evolución de esa trinidad santísima. Ese apostolado perecería como su homónimo el ruso. De ello tenemos plena seguridad. ¿Sur girá de entre el franquismo un nuevo desfranquista? ¿Aceptarían las cancelierías tamaño disparate? Tengo la seguridad de que España no se dejaría engañar. No la tengo mucho fuera del ámbito nacional, y con monarquía o sin ella, nos veríamos enfrentados a troche y moche con una situación peligrosa. De una parte, el franquismo antifranquista, y de otra, los representantes en España del dios místico encerrado hoy en un muro del Kremlin.

Corresponde a los pueblos libres, si los hay, y a los gobiernos democráticos, si es que quedan, impedir esa vergonzosa transfiguración de la que sólo puede salir una nueva y terrible guerra civil. Una definición del Derecho afirma que democracia es el gobierno del pueblo por el pueblo. En nombre de ella pedimos consecuencia e intransigencia contra quienes de la Democracia orgánica o popular sólo tienen un banderín fraseológico, por cierto bien mancillado.

A. GUIRAO

Figuras del Socialismo español

Indalecio PRIETO TUERO

- VII -

PRIETO Y MARCH

El pasado 10 de marzo ha fallecido en una clínica madrileña don Juan March y Ordinas, un personaje de leyenda que dejará huella en la historia de España. Nacido en Palma de Mallorca, con instrucción muy rudimentaria, dotado, en cambio, de un certero golpe de vista para los negocios, March se abrió camino a codazos, escalando rápidamente una fortuna que le facilitó acceso a situaciones desde las cuales tuvo a raya a gobernantes y capitalistas dentro y fuera de España. Don Gregorio Marañón, según Indalecio Prieto, de quien tomo la referencia, ha referido la siguiente anécdota, que retrata cabalmente al fallecido financiero: «Si usted —le dijo un día a Gregorio Marañón, mientras contemplaba los miles de volúmenes alineados en la biblioteca del ilustre médico— esconde una moneda entre las páginas de esos libros, yo la encuentro al primer golpe, sin vacilación alguna.»

¿Tenía ideas políticas el señor March? Es posible que sí, aunque lo más probable es que no fueran muy arraigadas. Lo cierto es que en 1918, cuando fuimos por primera vez al Parlamento español, entre los diputados que seguían al liberal izquierdista don Santiago Alba, figuraba ya el temido y temible personaje mallorquín. Digamos, además, que por entonces no alardeaba de costear fiestas religiosas ni de subvencionar publicaciones derechistas. Por el contrario, en Palma de Mallorca construyó una suntuosa Casa del Pueblo, que regaló a los trabajadores asociados de la ciudad capital, cuya inmensa mayoría pertenecía a la Unión General de Trabajadores desde larga fecha y seguía las inspiraciones del Partido Socialista Obrero Español.

El movimiento obrero mallorquín data de la Primera Internacional «El obrero balear», semanario socialista publicado en Palma de Mallorca, era uno de los periódicos más antiguos y más constantes de nuestro Partido, bajo la dirección del zapatero Lorenzo Bisbal, discípulo de Pablo Iglesias. En 1917 había ya cuatro concejales socialistas en la isla, elegidos desde las primeras elecciones de la Conjunción republicanosocialista, y en las elecciones del 8 de febrero de 1920, luchando sin apoyo republicano, triunfaron once concejales de los veinte presentados, recogiendo 2.480 votos. En Mahón, cuyas actividades políticas y sindicales gozaban de absoluta autonomía, estuvo a punto de triunfar como candidato a diputado a Cortes Vicente Barrio, secretario de la Unión General, que alcanzó una brillantísima votación y dejó consolidadas allí nuestras ideas.

¿Por qué hizo don Juan March aquella fabulosa donación, conociendo la integridad moral de los integérrimos luchadores socialistas de las islas Baleares? ¿Se dejó llevar por el ejemplo dado en Madrid pocos años antes por el fabricante de curtidors don Cesáreo del Cerro, conservador en política, a pesar de lo cual al fallecer dejó en su testamento un millón de pesetas a favor de la Casa del Pueblo madrileña, con la reserva de que fuera Pablo Iglesias quien administrara y vigilara su aplicación en beneficio de la cultura de los trabajadores asociados y de la instrucción de sus hijos? ¿Qué interés guiaba a March halagando a los afiliados al movimiento obrero en la capital mallorquina, cuando disponía ya de millones de pesetas para adquirir un acta de diputado, luchando, incluso, contra el tinguado conservador que tradicionalmente sostenía en aquella circunscripción electoral a don Antonio Maura? Tal vez intentase con ese gesto de apariencia filantrópica conquistarse simpatías que contrarrestasen las campañas iniciadas por entonces contra sus actividades especulativas, mediante las cuales crecía incesantemente su fortuna. Prieto ha referido en uno de sus más sugestivos artículos cómo conocí a March y cómo éste intentó trabar amistad con él, sin conseguirlo.

«Conocí a Juan March en el Congreso, donde figuraba como diputado por su isla natal, de la que se iba apoderando política y económicamente. Aunque sus

actividades abarcaban ya la esfera industrial refinando petróleo en Porto Pi, la naviera participando en la Compañía Transmediterránea, la agrícola comprando grandes extensiones de terrenos que por parcelas revendía a plazos y que la bancaria para el financiamiento de dichas empresas no había abandonado su actividad inicial de contrabandista, desarrollándola cada vez con mayor extensión inundaba de tabaco elaborado en su fábrica de Orán e introducido de contrabando, las Baleares y la costa peninsular levantina. Había comprado a la Regie francesa, adjudicataria del monopolio tabaquero en Marruecos, los derechos correspondientes a la zona de protectorado español, desde la cual invadía fácilmente con sus productos Ceuta y Melilla que, por ser plazas de soberanía, quedaban fuera del convenio, concertado entre la Regie y el sultán.»

Llegado el momento de inaugurar la Casa del Pueblo de Palma de Mallorca, Pablo Iglesias, a petición de la comisión de camaradas de aquella capital que había venido a Madrid con ese objeto, requirió a Prieto para que fuese él quien acudiera a las Baleares y pronunciara el discurso de rigor. Prieto explicó a Pablo Iglesias los antecedentes poco recomendables del filántropo mallorquín. «No tengo duda —le dijo— de que mi nombre lo ha superado el propio March a los compañeros mallorquines. Prescindo de examinar si éstos proceden bien o proceden mal aceptando de March la flamante Casa del Pueblo, mas yo no quiero trato alguno con él. ¿Y cómo rehuirlo en Palma si el donante asiste al acto inaugural, si acude al puerto a recibirme, si me brinda uno de sus automóviles o me invita a comer? Rechazando cualquiera de sus gentilezas, y las rechazaría todas, ¿no pondría yo en evidencia a nuestros amigos? Lo más que puedo hacer en favor de ellos es no ir.»

Naturalmente, Pablo Iglesias aceptó los razonamientos de Indalecio Prieto, y la Casa del Pueblo de Palma de Mallorca fue inaugurada sin la presencia del batallador diputado socialista por Bilbao. De ser cierta la sospecha de Prieto, es de suponer que March guardaría como un agravio aquella negativa, dispuesto a cobrarse tan pronto se le presentara ocasión.

Durante los siete años en que Primo de Rivera gobernó España sin control alguno, tuvo incidentes ruidosos con March, pero finalmente llegó a un acuerdo con él, como casi siempre conseguía aquel poderoso personaje. En resumen, con la dictadura del general jerezano no obtuvo cuanto deseaba, guardaba el rescaldo de pasadas heridas, pero tampoco figuraba entre sus adversarios más descarados. ¿Cómo pudo ser que los hombres del Comité Revolucionario de 1930 se lanzaran a solicitar el

concurso financiero de March para proseguir sus trabajos conspiratorios contra Alfonso XIII? Don Alejandro Lerroux ha explicado estos gestiones en las páginas 63 a 65 de su libro «La pequeña Historia», cuya parte esencial reproducimos seguidamente:

«Es inagotable la fe del hombre en el milagro y cuando se pone a conspirar le aumenta.

» En aquella misma reunión, que se celebró por cierto en casa de Maura, cuando yo acababa de dar cuenta de mi expedición y depositaba en manos del presidente su producto y en el ánimo de Prieto una decepción subrayada con una sonrisa, Miguel salió a la palestra, se estiró los puños, cruzó su americana gentilmente, y dijo: 'Pues yo sé de quien, si usted le plantea en serio la cuestión, no le negará su concurso, y será considerable.'

» Pedí el nombre. En efecto, se trataba de persona de gran posición económica, conocido de todos nosotros y no sé si amigo de alguno. Advertí a los presentes que hacía tres años había yo acudido a dicho señor para pedirle un préstamo, con garantía de segunda hipoteca sobre mis bienes, 125.000 pesetas, y que no quiso servirme. Me sorprendía por eso, la suposición de Maura. No obstante, Miguel, que estaba en relación con persona muy allegada a dicho potentado, arguyó insistiendo en la referida buena disposición de éste para conmigo.

» No vacié. En el acto formé mi composición de lugar y resolví intentar una entrevista. La procuré al día siguiente y la celebramos por la noche en mi casa, donde el personaje tuvo la atención de acudir. Al grano. Yo le hablé sin rodeos y le formulé la proposición siguiente:

» Calculo el valor de mis propiedades inmuebles en más de dos millones de pesetas. Están gravadas en el Hipotecario con hipotecas que ascienden, cifras redondas, a quinientas mil. Se las vendo a usted a "pacto de retro" en dos millones. Usted retiene quinientas mil para redimir las hipotecas. Yo entrego un millón a la Junta Revolucionaria y me quedo con otro medio para hacer frente al porvenir. Si triunfa la República ella pagará este préstamo. Si no triunfa, usted no pierde nada, y yo dejo a los míos, en el peor de los casos, un pedazo de pan...»

» El enojo me parecía mengua de mi dignidad. La contrariedad es una cosa y otra el enojo. La mía debió conocerse por algún gesto, probablemente en que no me rebajé a discutir, que hubiera parecido mendigar, y me callé.

» Mi interlocutor, al advertirlo, y ya de pie, añadió: "Don Alejandro, yo no puedo ni debo convertirme en banquero de la revolución, pero comprendo que los hombres políticos tienen obligaciones que no siempre están en condiciones de cumplir. Para usted, personalmente, estoy a su disposición." Eso era rebajar discretamente la cuota sin dejarme el derecho de aceptar ni de protestar.»

Con ocasión del fallecimiento de March, don Esteban Bilbao ha referido esta historia en «ABC» de tal modo que resulta absolutamente desconocida. En el relato de Lerroux, escrito cuando no le ataba ninguna consideración con los hombres que formaron la Junta Revolucionaria de 1930, no se habla para nada de «disonjeras promesas», ni constituiría una vileza lo que le propusieron a March, ni es cierto fuera objeto de persecuciones por haberse negado a satisfacer las demandas de Lerroux y de sus amigos. La República triunfó el 14 de abril de 1931, y la detención de March se efectuó, después de oírle en el Congreso de los Diputados, el 16 de junio de 1932, más de un año después, mediante votación nominal que perdió el acusado, a la vista de un expediente en que resultaban cargos en contra suya, cuando

ocupaba la cartera de Hacienda otro hombre de negocios, de limpia historia republicana, don Jaime Carner, catalán que conocía al dedillo los entresijos de cuantos trapicheos manejaba tan poderoso personaje. De Carner y de entonces, en presencia suya, es la célebre frase: «O la República acaba con Juan March o Juan March acaba con la República.» ¿Por qué no informar con lealtad? Don Esteban Bilbao no suele ser objetivo cuando aborda temas políticos. Le importa poco adular los hechos, adobándolos arbitrariamente, olvidándose de que tales licencias deberían estar vedadas a quien ocupa puesto de tanto relieve como el que detenta en el régimen falangista.

Ahora bien, la Junta Revolucionaria cometió un error de marca planteando al acaudalado mallorquín aquella petición de fondos. Fue una falta grave, que imposibilitaba moralmente a quienes efectuaron tal demanda a proceder contra él. Reconocerlo así no justifica la utilización de adjetivos de tan poco gusto como los empleados en «ABC» achacando a Prieto un odio personal contra March, que no tenía por qué sentir. Prieto, lo ha repetido él mil veces en sus trabajos periodísticos, apenas si ha odiado a nadie en su vida. Ni era rencoroso. Prieto, desde el Gobierno, defendía los intereses del erario español, en tanto que otros, alabados por «ABC», se confabulaban con March para defraudarlo.

March estuvo preso en Alcalá de Henares hasta el día 4 de noviembre de 1933, cuando ya no gobernaba Azaña ni era ministro Indalecio Prieto. Entonces presidía el Gabinete don Diego Martínez Barrio. March resolvió su problema por la acción directa, como tantas otras veces. De acuerdo con el director de la prisión preparó su fuga, con dos autos dispuestos hasta que llegó a Gibraltar, atravesando la frontera sin ninguna dificultad. Con los millones que le había dejado libres la República era bien sencillo alcanzar semejante resultado.

En cambio, no tiene explicación posible que March estuviera encarcelado —siquiera gozase de un régimen privilegiado en Alcalá de Henares a consecuencia de su edad, su posición social y de las enfermedades que padecía— sin que durante tantos meses el Gobierno de Azaña hubiese procedido a resolver de un modo o de otro la situación de aquel hombre, diputado republicano en las Cortes Constituyentes, y, posteriormente, a pesar de estar encarcelado, elegido vocal del tribunal de Garantías Constitucionales. La República se creaba tempestades entre sus adversarios sin ninguna compensación, como si se gozara en cometer torpezas de inmensa resonancia.

Pero antes de estos acontecimientos hubo otros que conviene dejar reseñados. Como es sabido, Prieto ocupó la cartera de Hacienda en el primer Gobierno de la República. Don Juan March había tenido abiertas a todas horas las puertas del ministerio de ese ramo, sin preocuparse gran cosa del color político de su titular. ¿Cómo lograría que el nuevo ministro socialista le recibiese, conociendo la posición particular de Prieto a este respecto? Don Horacio Echevarrieta, ex diputado republicano por Bilbao, que había sido propietario de «El Liberal», diario de aquella capital, estuvo en situación económica muy apurada, de la que le salvó March con un crédito en apariencia generoso, si el deudor conseguía fuese renovado sin que le apretaran el gatillo. Félix Rodríguez, como un hermano para Prieto, apoderado de Echevarrieta, le visitó para rogarle recibiera a March, sin imponerle condición de ninguna clase. Una simple visita resolvería todo. Nuestro amigo se negó. De nuevo volvió a visitarle Félix Rodríguez, esta vez en términos angustiosos: si no recibía a don Juan March éste ejecutaría la hipoteca contra don Horacio. Prieto no cedió, quedando rota una amistad de muchos años con Echevarrieta, al borde de la ruina, al perder gran parte de sus bienes. March no perdonó a Prieto el que se hubiera negado a ir a inaugurar la Casa del Pueblo de Palma de Mallorca.

Contra lo que se afirma en «Historia de la guerra civil española», de Hugh Thomas, Indalecio Prieto no fue nunca secretario de don Horacio Echevarrieta, por quien debe ir la equivocada cita que ese escritor hace. Ni siquiera el nombre del ex diputado republicano está bien copiado. En ese mismo libro, redactado con el deseo de ser objetivo, sin conseguirlo, ya que el autor se ha dejado llevar por Alvarez del Vayo y otros «camaradas de ruta», se afirma que Prieto era un hombre rico. La noticia, aun en el supuesto de ser cierta, nada tendría que ver con la historia que pretende narrar el citado autor, a no ser que estuviera dictada por la malicia. Prieto, en efecto, pudo haber sido rico en infinitas ocasiones, y tal vez una de ellas hubiera podido ser la que se relaciona con escenas anteriormente relatadas; pero Prieto no estuvo nunca al servicio de ningún hombre, rico o pobre, ni al de ninguna Embajada, de oriente o de occidente. En cambio, iqué pocos adversarios suyos poder decir otro tanto!

Pudo ser un error haberse negado a recibir a March, cuando éste era diputado y Prieto ministro de Hacienda. Alguna vez escribió él que «quizás procedió entonces con excesivo rigor». Pero si hubiese trabado amistad con dicho señor, si por acaso éste hubiera colaborado con el régimen republicano —como tal vez pretendía—, ¿no habrían dicho a coro los eternos enemigos de Prieto que se había vendido al oro de tan hacendado y peligroso personaje? Se puede y se debe discutir la actuación de Prieto y de cuantas personalidades han desfilado por la historia de España; pero debe hacerse escogiendo un solo camino: el del respeto a la verdad. Prieto, en el pleito relacionado con don Juan March, contrariándole, no obtenía beneficio alguno. Todo lo contrario: se creaba enemigos mortales, que todavía es posible reciban emolumentos por seguir deshonrándole. Es lástima que mister Hugh Thomas, que tantas minucias recoge en su libro, no se haya enterado de esto, como no se ha enterado de otras muchas cosas, o las recoge con evidente parcialidad, atribuyendo a la actuación de los comunistas en la guerra civil española una importancia que nunca tuvieron, mientras procura disculpar a Stalin, hasta donde le dieron pretexto para ello los asesores de que estuvo rodeado al redactar esta parte de tan interesante libro, cuya excelente traducción española, esmeradamente presentada por la editorial «Ruedo Ibérico», acabo de leer.

Es cierto que March no financió la conspiración contra Alfonso XIII. En cambio, todo el mundo está de acuerdo, incluso mister Hugh Thomas, en que desde el primer momento estuvo en contacto con los generales facciosos y en que su dinero sirvió para pagar los primeros aviones italianos llegados a Palma de Mallorca. Nada de particular tiene esa actitud de March, como es natural que el franquismo, agradecido, le haya recompensado espléndidamente. Lo contrario si que hubiera sido sorprendente. Hasta es muy posible que los primeros dólares para ayudar a la rebelión militar saliesen de Alfonso XIII, de Quiñones de León y de Juan March. De lo que no estoy tan seguro es de que ninguno de los tres, en sus últimos momentos, estuvieran muy conformes con el sesgo adoptado por el movimiento militar al que inicialmente habían prestado su apoyo.

Prieto no quiso recibir en su despacho ministerial a don Juan March. Yo, en cambio, le he recibido en el mío, de Carranza, 20, redacción de «El Socialista». Pero esa historia tiene antecedentes que no caben ya en este trabajo.

Andrés SABORIT

Ginebra, abril de 1962.

«El buen socialista observa, en todo momento, una conducta moral en su vida privada o pública, en armonía con las ideas que profesa, y da prestigio a su persona y a su Partido.»

LARGO CABALLERO

« Toda clase social necesita, en primer término, para dominar a otra o a otras clases, garantías, por lo menos, su subsistencia material en cierto grado. Cuando esto no es posible, su caída es inevitable. »

Pablo IGLESIAS

Artes y Letras.

P.S.O.E.

Arte y dictadura

El gran miedo del cine español

La importante revista de los Cine Clubs franceses, «Cinema 61», ha publicado un trascendental artículo que informa documentadamente sobre ese gran miedo que sienten los productores y directores del cine español. (Traducción de Adolfo León.)

La feliz época que se anunciaba para 1961 en el cine español no ha visto el día. Sin embargo, no son los buenos temas ni los hombres calificados

para llevarlos al celuloide los que faltan en España.

Por una extraña paradoja, el primero de los grandes filmes que España preparaba para 1961 ha provocado en parte, ese momento de pesimismo que atraviesan los pocos hombres competentes y preocupados por el porvenir del cine español.

Quiero hablar de «Viridiana». Después de esta película de Luis Buñuel, el cine español debía lanzar «Plácido», de Luis G. Berlanga; «Jimena», de Picazo, un principiante del cual se espera mucho; «Nunca ocurre nada», de Juan A. Bardem; «El castillo», de Ferreri; «La boda», de Carlos Saura; «Una sombra, una ficción», de tres nuevos realizadores salidos del Instituto de Altos Estudios Cinematográficos, de Madrid, llamados Borán, Patiño y Torán.

El escándalo provocado por «Viridiana», una película sobre la cual no se puede escribir en España una sola línea, es el origen de la nueva política de rigidez introducida en el cine español. Además, ello ha contribuido a desarrollar la susceptibilidad de los funcionarios encargados de aprobar o desaprobado los guiones que hayan de ser filmados.

De todas esas películas, una estaba casi terminada, pero no montada. Se trata de «Plácido», de Berlanga. Su primera obra desde que en 1957 realizó «Los jueves, milagro». España presentó en el Festival de Bruselas de 1950 una versión de esta película que no estuvo aprobada por Berlanga.

Estos cuatro años de inactividad han sido muy desalentadores para Berlanga, quien había librado una ruda batalla, aunque infructuosa, a propósito de la anterior película. Durante el tiempo que trabajé con este director llegué a ver cinco versiones diferentes, realizadas por Berlanga, con el fin de sacrificar lo menos posible de ese film que él había preparado con tanto esmero.

Ahora, diez años después de sus comienzos al lado de Bardem, («Una pareja feliz»), Berlanga considera más seriamente que nunca los contrastes que le han ofrecido para trabajar en el extranjero, especialmente en Suramérica, donde la crítica y el público han demostrado interés por su obra. ¿Qué le hace pensar a Berlanga en cambio? Precisamente la maniobra oficial que impidió la presentación de «Plácido» en el Festival de Venecia, donde esta película contaba con ciertas probabilidades de ganar un premio.

Berlanga aspiraba con todas sus esperanzas a un triunfo internacional que le permitiera continuar trabajando en España con menos dificultades y con mayor confianza por parte de los productores. En «Bienvenido, Mr. Marshall» debió suprimir el sueño de la maestra. Posteriormente renunció a rodar «Novio a la vista», en 16 imágenes, lo que cuadraba perfectamente con la línea de humor chaplinesco

de esta película. En otra ocasión renunció igualmente a un «gag» en el que un submarino desempeñaba un importante papel.

Pero las disposiciones tomadas por los censores como consecuencia del triunfo de Buñuel en Cannes con «Viridiana» han creado obstáculos a Berlanga, que a pesar de su buena voluntad, no ha podido vencer. He ahí cómo se han desarrollado las cosas:

La comisión que debía autorizar la presentación de «Plácido» en Venecia le pidió ver la película totalmente terminada, con música y todo. (Antes de «Viridiana» se podía someter a la comisión una copia de trabajo.) En el día fijado para esta proyección privada, los miembros de la comisión de censura no se presentaron en número suficiente para obtener quorum reglamentario. Así, esta maniobra infantil impedía la presentación de «Plácido» al Festival veneciano y eliminaba, al mismo tiempo, el escándalo que una prohibición oficial hubiera podido producir.

«Plácido» es la película más audaz de Luis García Berlanga desde que escribió y escenificó «Bienvenido, Mr. Marshall». Se trata de una obra inteligente, triste, de un dramatismo apenas oculto por humor superficial que no tiene intención de disimular el pesimismo de sus autores, Berlanga y Azcona. (Este último es el escenarista de «El Cochecito» y de «El Písito», dos películas que Berlanga quería dirigir, pero que ya estaban prometidas a Ferreri.) El tema de «Plácido» es la enorme farsa de la caridad organizada con un despliegue tremendo de publicidad, donde no hay amor verdadero hacia los desheredados de la fortuna. Al final, después de haber llevado en un triciclo de motor la estrella de los Reyes que precede al desfile organizado en favor de los pobres de una pequeña ciudad de provincias un 24 de diciembre, Plácido y su familia deberán atravesar mil dificultades para poder pagar el primer plazo de ese triciclo con el cual tratan de ganarse la vida. Esa misma noche, en casa de Plácido no habrá fuego ni cena para conmemorar la Navidad.

La censura lleva cuatro años rechazando guiones presentados por Berlanga. Pueden mencionarse «Los aficionados», una película sobre la guerra civil española. «Los ganaderos», un relato realista sobre la vida de los leñadores que transportan los troncos por el río, «Cobayo», una fábula sobre el terror atómico. «El autocar», la historia de una peregrinación de mujeres a través de España. «El gas en cada piso», una película sobre la clase media. Estos guiones no han podido ser filmados por el inquieto director.

Esperemos que «Plácido» pueda llegar sin recortes hasta los espectadores. Yo he visto la película y atestiguo que se trata de una obra importante de estilo distinto a «Viridiana», pero tan profundamente española como ella.

Juan COBOS

MEYREUIL

Bajo la presidencia del compañero Patrocinio Monroy y actuando de secretario de actas el compañero Antonio Guirao, la Sección de Meyreuil (B. du Rh.) del P.S.O.E. celebró Asamblea general ordinaria el domingo día 25 de marzo último.

Antes de dar comienzo a sus trabajos la asamblea, en pie, observó un minuto de silencio a la memoria del compañero Indalecio Prieto.

Después de aprobada el acta de la asamblea anterior, así como la gestión del Comité, la asamblea fue informada de la correspondencia general, así como de las circulares de carácter departamental y nacional. La circular número 7 de la C.E., tratando de la crisis ministerial del Gobierno republicano en el exilio, como consecuencia del fallecimiento de don Diego Martínez Barrio, dió lugar a un animado debate, en el curso del cual se manifestó la unanimidad de criterio según el cual, el P. S. O. E. debe observar la conducta y fijar la posición que determinan los acuerdos de nuestros Congresos soberanos.

La asamblea decidió sugerir al Comité de la U.G.T. el estudio en común de una eventual centralización de las actividades comunes a fin de facilitar la labor en este sentido y en tanto no se halle una fórmula práctica de solución a este problema. Se acordó fijar la cuota mensual, y por afiliado, en 350 NF. (350 Fr.).

Una vez conocido y aprobado el estado de cuentas, a la vista del dictamen presentado por la comisión revisora, la asamblea fue informada de la baja causada por traslado a la casa de reposo «Beau Séjour», de Hyères (Var), del presidente de la Sección, compañero Cipriano López Monar.

Seguidamente se procedió a la elección del nuevo Comité, siendo reelegidos en sus respectivos cargos los compañeros salientes, y para la presidencia vacante es designado el compañero Teodoro Gómez.

La correspondencia al secretario, compañero Patrocinio Monroy, 11, Cité Chapus, Meyreuil (B. du Rh.).

LIBROS

Vient de paraître :

LES ANNALES DE L'ECONOMIE COLLECTIVE, N° 3-4, 1961

COMPTE RENDU DU V° CONGRES INTERNATIONAL DE L'ECONOMIE COLLECTIVE, Vienne, 23-25 mai 1961.

Ce copieux numéro spécial est essentiellement consacré au V° Congrès International de l'économie collective, qui s'est tenu à Vienne du 23 au 25 mai dernier avec un éclat particulier. Le thème de ce congrès était :

Liberté, sécurité, bien-être : Trois objectifs de l'économie collective.

L'ouvrage se rattache aux trois articles qui se rattachent eux-mêmes étroitement au thème du Congrès: Le professeur Paul Lambert, de l'Université de Liège, étudie la notion de progrès économique et montre qu'il est beaucoup plus proche de la notion de progrès social qu'on ne le croit généralement. — Dans un second article, le professeur Lambert étudie le problème du financement des investissements en Belgique. — Le professeur Weisser, de l'Université de Cologne, présente la synthèse des travaux de la Commission de théorie du CIRIEC sur la fixation des prix dans les entreprises publiques.

Le compte rendu du Congrès commence par reproduire l'impressionnante séance d'ouverture, où mille congressistes purent entendre le Dr Scharf, président de la République fédérale d'Autriche, les ministres Pittermann et Waldbrunner, le professeur Delbouille, président du CIRIEC et M. Charles-Henri Barbier, directeur à l'USC. Ces différents orateurs mirent en évidence l'importance exceptionnelle des travaux et rendirent hommage au CIRIEC.

Suivent les rapports de MM. Hans Bayer, Gaetano Stamatii, W. P. Watkins, Gabriel Ventéjol et Edmond Langer, et le procès-verbal des discussions. On se trouve en face d'une documentation extrêmement riche et d'échanges de vues passionnants, notamment sur la question de savoir comment, dans l'économie mixte d'aujourd'hui, peuvent s'harmoniser l'action du secteur public et du secteur privé. Le rôle de la coopération et du syndicalisme en vue de la liberté, de la sécurité et du bien-être a fait l'objet de précisions nouvelles que ne peut ignorer aucun homme attaché au progrès social.

M. Edmond Langer, assistant à l'Université de Liège, a présenté un rapport très remarquable sur les dangers des dénationalisations inaugurées dans quelques pays surtout en Allemagne fédérale.

Les travaux du Congrès se terminent par le vote de quatre résolutions, dont les Annales donnent le texte intégral, et par un discours émouvant du professeur Édgard Milhaud, fondateur des Annales et du CIRIEC, maintenant président d'honneur de cet organisme, qui rappelle un passé remontant à 1908 et trace audacieusement un plan d'avenir.

23, Bd de la Cluse, Genève

Letras de luto

Rodrigo Garcia

Tras larga y cruel enfermedad, el día 21 de marzo último, a los 48 años de edad, falleció en Rosario de Santa Fe (Argentina) uno de los socialistas por quienes yo sentí verdadera admiración: Rodrigo Garcia Llana.

Lo conocí en el transcurso del año 1934 con motivo del depósito de armas en lugares seguros del concejo de Llanera (Asturias), con destino al movimiento revolucionario que el Partido socialista realizó en octubre del mismo año.

Rodrigo formaba parte de aquella élite de jóvenes socialistas de Llanera que habían sido formados a la imagen del compañero Agustín González, que fué modelo de honestidad y sacrificio por los ideales socialistas y que dió carácter al socialismo en Asturias.

En el movimiento revolucionario del año 1934, Rodrigo tuvo una actuación destacadísima, por cuyo motivo, perdido éste, fue detenido y encarcelado en la prisión Modelo de Oviedo, donde permaneció hasta que, triunfando el Frente Popular, el pueblo asturiano, haciendo caso omiso de las ametralladoras del ejército, asaltaba las cárceles y ponía en libertad a sus detenidos.

Pocos días después de haber recobrado la libertad, vino a verme en compañía de su inseparable amigo el «Rapin», exponiéndome la decisión irreductible de ambos que se oponía a la unificación de los jóvenes socialistas de Llanera con los jóvenes comunistas, como pretendían imponerles los compañeros que en aquella fecha dirigían la Federación de Juventudes en Asturias. Recuerdo que ambos amigos decían: «Si nos unificamos con los jóvenes comunistas, ¿cuál va a ser el porvenir que le espera a nuestro Partido, teniendo presente que el partido comunista no cesa en dedicarnos diariamente lo más selecto de su grosero vocabulario? Las Juventudes Unificadas —decía Rodrigo— no serán nada o serán comunistas.» ¿Qué razón tenía! La intransigencia, sin embargo, triunfó y la Federación no consiguió sus pretensiones de brindarle una oportunidad más de traición al lobo comunista.

Al producirse el levantamiento militar en julio de 1936, Rodrigo formó parte del grupo de Milicias que llevaba el nombre del compañero «Rapin» que, precisamente, fue quien impidió la marcha sobre Gijón de las primeras fuerzas sublevadas que el coronel Aranda trató, sin conseguirlo, de enviar desde Oviedo en auxilio de las que, cercadas, resistían el asalto de cenetistas y ugetistas en aquella villa industrial.

Reorganizadas las milicias en ejército regular, fue designado capitán ayudante del Batallón «Rapin», número 203; poco tiempo más tarde fue ascendido al grado superior de comandante y destinado al Batallón número 263, mando que ejerció hasta la pérdida del Norte.

Evacuado a Barcelona, le fue renovado su nombramiento de comandante y destinado al Ejército del Este, donde su valentía y dotes de mando le valieron innumerables felicitaciones por parte del mando superior, algunas de las cuales tuve la gran satisfacción de transmitir al «Diario Oficial del Ministerio de Defensa».

Perdida Cataluña, fue uno más de los que sufrió los rigores de los campos de concentración de Francia hasta que, como consecuencia de la conflagración provocada por el fascismo, pudo salir a trabajar al departamento de los Pirineos Orientales. Esta situación de incertidumbre, necesidad y persecuciones no mermod en él lo más mínimo el sentido agudizado de la solidaridad y fe inextinguible de socialista. No fue él de los que sostenían que tratar de reorganizar el Partido socialista en aquella situación era tanto como presentarse voluntario al fusilamiento sin asomo de posibles ventajas para las ideas; por el contrario, fue de los que estimaron que en toda ocasión es posible trabajar en pro de las ideas y de la solidaridad, que encontraron en él a uno de los más entusiastas y serios colaboradores.

Terminada la guerra y liberada Europa, se fué para América, al igual que tantos otros compañeros, en busca de una situación que en aquellos momentos no se vislumbraba adquirir en Francia. Desde entonces no había vuelto a tener noticias suyas. Ignoro si —como a tantos otros— los aires marinos le habrían mermod la fe en sus ideales. Creo que no; tengo la convicción de que habrá muerto abrazando la idea socialista con el mismo amor y desinterés que lo hizo en el período que yo con intensa emoción registro.

Quiero cerrar estas modestas líneas biográficas participando a sus hermanos, esposa e hijos, que en nombre de la Comisión Socialista Asturiana y en el mío propio les testimonio nuestra asociación en el dolor que les aflige.

Paulino RODRIGUEZ,
(Presidente de la Comisión Socialista Asturiana.)

El pasado sábado fue operado en Londres Clemente Atlee de una úlcera duodenal. El estado del ex primer ministro laborista, que ha cumplido los 79 años, es satisfactorio.

U.G.T.

BURDEOS

Esta Sección U.G.T. celebrará asamblea general ordinaria el domingo 6 de mayo a las diez de la mañana en el Café Victor Hugo, con arreglo al siguiente orden del día:

- 1.º Nombramiento de mesa de discusión. — 2.º Lectura del acta de la reunión anterior. — 3.º Circulares y gestión del Comité. — 4.º Movimiento de afiliados y gestión de Tesorería. — 5.º Ruegos, preguntas y proposiciones. Terminada la asamblea ordinaria, se constituirá en extraordinaria, con este orden del día: Propuestas al VIII Congreso de la U. G. T. — El Comité.

TARBES

Esta Sección local de la U.G.T. celebrará asamblea ordinaria el domingo día 6 de mayo, a las diez de la mañana en primera convocatoria, o a las diez y media en segunda, en los locales de costumbre.

Debiendo la asamblea deliberar sobre el próximo Congreso de la U. G. T. en el exilio, se ruega a todos los compañeros puntual asistencia. — El Comité.

On a interdit EL SOCIALIS-
TA, nous vous rendons LE
SOCIALISTE. Nous voulons
simplement, en frères, vous
rendre un peu des moyens
que l'on vient honteusement
de vous ravir.

Georges BRUTELLE,
Secrétaire général adjoint
de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIA-
LISTA ; nosotros os devolvamos
LE SOCIALISTE. Queremos
sencillamente restituíroslo,
como hermanos, algo al me-
nos de los medios que tan
vergonzosamente os acaban
de quitar.

Georges BRUTELLE,
Secretario General Adjunto
de la S. F. I. O.

La course aux armes nucléaires

L'ultime démarche de Kennedy et MacMillan auprès de Khrouchchev, avant la reprise des explosions nucléaires par les Occidentaux, n'avait pour but que de rejeter sur le Gouvernement russe la responsabilité occidentale... et Khrouchchev leur renvoie la balle, heureux que les Occidentaux lui donnent le prétexte de recommencer lui aussi les expériences russes.

Ce jeu de cache-cache qui dure depuis de nombreuses années n'a même plus l'intérêt d'un beau match diplomatique. Il devient fastidieux et attristant, parce que c'est la santé et la vie de millions d'êtres humains qui en font les frais.

Les Grands ne méritent vraiment pas cette appellation. Ils ont la force, certes, mais il leur manque une grandeur d'âme, une générosité humaine, voire même le simple bon sens qu'on devrait attendre de ceux qui prétendent gouverner le monde et conduire les peuples.

La conférence du désarmement paraît donc vouée au plus désastreux des échecs. La reprise des explosions nucléaires des Occidentaux va augmenter la méfiance et la tension internationale comme celle des Russes en septembre dernier. En rompant une

trêve fragile mais qui durait depuis plusieurs années, les Russes ont empoisonné l'atmosphère politique plus encore que l'air que nous respirons. Les conséquences sur le plan des relations internationales sont plus dangereuses que sur celui de la santé publique.

Une conférence au sommet dans de telles conditions paraît vouée à l'échec aussi. La bonne volonté fait défaut à l'Est comme à l'Ouest.

On attend à Genève une intervention des Etats neutres. Leur heure est venue de faire une dernière tentative de renvoi des essais nucléaires. Ils ont de leur côté la force morale et l'appui de centaines de millions d'hommes et de femmes qui voient le danger mieux que les hommes d'Etat. Mais cette force ne compte pas lourd à Moscou, à Washington, à Londres et à Paris. Attendons-nous donc à une nouvelle course aux armes nucléaires et aux armements classiques et à de nouvelles tensions internationales qui risquent de nous mener à la catastrophe. Mais ne cessons pas d'alerter l'opinion publique mondiale et celle de notre pays.

Jules HUMBERT-DROZ

FRANCE

L'AIDE AUX PERSONNES AGÉES

Les mesures adoptées par le Conseil des ministres concernant les personnes âgées s'inspirent des conclusions de la commission Laroque, déposées voici trois mois. Elles sont toutefois en retrait par rapport à ces conclusions, qui recommandaient pour tous un minimum de 1.800 NF par an avec un palier de 1.320 NF à compter du 1er janvier 1962.

Les principales améliorations décidées sont les suivantes :

1) L'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité est augmentée de 100 NF, soit de 25 p. 100 environ depuis le dernier relèvement. Elle passe ainsi de 420 NF (520 NF pour les plus de 75 ans) à 520 NF (620 NF pour les plus de 75 ans) :

2) Pour les salariés le taux de l'allocation aux vieux travailleurs est unifié et porté à 800 NF, soit une augmentation moyenne de 21 p. 100 environ.

Cette allocation est actuellement, pour les bénéficiaires du Fonds national de solidarité, de 692 NF dans la région parisienne, 658 NF dans les villes de plus de 5.000 habitants et 624 NF dans les autres localités ;

3) Pour les non-salariés (mis à part les exploitants agricoles), l'allocation aux vieux travailleurs, l'allocation spéciale et les minimaux de pensions, qui sont fixés au niveau de l'A.V.T.N.S., sont portées de 312 à 600 NF, soit une augmentation de près de 100 p. 100 ;

4) L'allocation aux agriculteurs exploitants passe de 482 NF à 600 NF. En outre, pour tenir des engagements pris à leur

égard par la loi du 21 novembre 1961, un minimum sera porté à 800 NF au 1er janvier 1963 ;

5) Le plafond des ressources applicable du Fonds national de solidarité est relevé de 2.010 NF à 2.300 NF. Par contre le plafond applicable aux ménages est porté de 2.520 NF à 3.200 NF.

POUR LES INFIRMES

Le gouvernement a également décidé d'appliquer aux infirmes et grands infirmes bénéficiaires de la sécurité sociale en titre de l'invalidité ou de l'aide sociale les mesures adoptées en faveur des personnes âgées, les plafonds de ressources applicables seront les mêmes.

Le grand infirme touchera donc 1.320 NF au lieu de 1.044 NF et l'infirmes, assimilé aux non-salariés, 1.120 NF au lieu de 372 NF actuellement.

LA FAIM LE QUATRIÈME FRONT

La campagne contre la faim, lancée par la F.A.O. il y a près de deux ans, est une initiative entièrement nouvelle. Jamais dans le passé les hommes n'ont fait, sur le plan mondial, un effort généralisé et coordonné d'une telle amplitude pour conjurer ce fléau social si ancien et fondamental : la faim.

Lorsque les dirigeants de la F. A. O. ont lancé cette campagne, ils étaient pleinement conscients de sa portée. Une lutte efficace contre la faim ne saurait simplement remédier aux symptômes du mal — comme par exemple lorsque les excédents de produits alimentaires sont distribués afin de secourir les populations souffrant de la famine. Le problème doit être attaqué simultanément sur plusieurs plans : accroître la production alimentaire, augmenter le pouvoir d'achat, développer l'activité économique dans son ensemble, favoriser l'éducation en ce qui concerne la nutrition, abolir les restrictions apportées aux échanges internationaux de produits alimentaires, promouvoir le bien-être général des communautés rurales. La lutte contre la faim est avant toute chose une lutte contre la pauvreté. Son objectif n'est pas, bien sûr, d'établir immédiatement, dans les parties du monde souffrant de la faim, un niveau de vie semblable à celui qui règne dans les pays industriellement développés, mais bien plutôt de susciter un rythme d'évolution susceptible de rompre le cycle de la stagnation et de la pauvreté et de permettre à ces contrées de se suffire à elles-mêmes. En prenant l'agriculture — ce secteur clé de l'économie — comme point de départ, la F.A.O. se place à l'avant-garde de la lutte pour un développement équilibré des pays sous-développés.

La campagne se déroule sur trois fronts. La première tâche — et la plus importante jusqu'à présent — concerne l'information et l'éducation : l'information, pour que les minorités prospères de la population mondiale prennent conscience de la portée du problème de la sous-alimentation dans les autres pays ; l'éducation, pour obtenir la participation bénévole des agriculteurs qui, en modernisant leurs techniques de production agricole, amélioreront leur propre niveau de vie. Des recherches coordonnées ont été entreprises sur une vaste échelle afin d'approfondir les informations scientifiques et techniques disponibles, de trouver les moyens de les adapter aux situations locales et régionales et d'accroître ainsi la production alimentaire. Le résultat de ces recherches de tous genres trouvera son application pratique dans les programmes d'action, limités généralement au niveau national. La plupart de ces projets visent à augmenter la production alimentaire, à améliorer la qualité des produits, à prévenir la perte de produits alimentaires, à favoriser une meilleure distribution et encourager de meilleures habitudes de consommation de produits alimentaires et enfin à résoudre les problèmes sociaux, économiques et institutionnels qui en découlent.

La première étape de la campagne a obtenu un succès considérable. En Europe Occidentale et en Amérique du Nord, l'opinion publique a été rendue attentive aux problèmes de la faim et toutes les ressources disponibles ont été mobilisées pour soutenir l'ac-

tion entreprise. En vérité, le résultat le plus significatif de la campagne pourrait bien être d'avoir sapé la croyance populaire qui veut que la faim soit une loi inéluctable de la Providence plutôt qu'un mal social susceptible d'être vaincu par une action sociale. Ainsi que le dit le directeur général de la F. A. O., B.-R. Sen, le progrès social sera ce que la société voudra qu'il soit. Les désastres peuvent être évités et il n'existe guère de situation humaine que l'homme ne puisse changer.

Pour trouver une solution efficace au problème de la faim, il est essentiel que nous réalisions qu'elle est l'œuvre de l'homme. En effet, la faim est une conséquence de notre comportement, comme la guerre, la maladie ou tout autre fléau social. Les logements insalubres, par exemple, sont des « usines à maladies » dont il est possible de calculer et de prévoir le « rendement ». De même les systèmes économiques qui régissent le monde sont générateurs de guerre ; les systèmes rétrogrades des fermages, le retard industriel, héritage du régime colonial et, aussi dans les pays communistes, le fait que la masse de la population a peu de contrôle sur la politique d'investissement et la politique économique, tous ces facteurs ont pour conséquence la faim.

La lutte contre la faim n'est donc pas seulement un problème technique. Concentrer la lutte sur les seuls problèmes techniques de l'accroissement de la production alimentaire et des habitudes du consommateur, cela revient à mas-

quer l'urgence qu'il y a, à modifier les institutions si l'on veut remporter une victoire durable sur la faim. Dans sa description de la campagne, la F.A.O. écrit : « Durant des siècles, on a constaté dans le monde entier que les agriculteurs se trouvant dans une position extrêmement vulnérable en face des propriétaires terriens, des prêteurs, des commerçants et de l'Etat, ne reçoivent pas tous les fruits de leur travail. Ces considérations, qui reflètent une dure réalité, doivent être prises en ligne de compte si l'on veut que les projets d'action réussissent ».

« Lutter contre un fléau social c'est surtout lutter contre ceux qui en tirent profit. Dans la réalité, le propriétaire d'un taudis tire profit de la maladie ; dans les grandes villes, les causes de la maladie ne peuvent être supprimées sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts du propriétaire de taudis. De la même manière, la lutte contre la faim est une lutte contre ceux qui tirent profit de la faim dont souffrent les autres : lutte contre la domination des propriétaires fonciers, contre les corporations — étrangères ou nationales — qui imposent aux pays intéressés une économie basée sur un seul produit, contre une volonté de maintenir les bas salaires, lutte en faveur d'investissements à longs termes dans les projets d'utilité sociale plutôt que dans les armements et les fusées, pour favoriser une planification économique soumise à un contrôle populaire réel.

Le mouvement ouvrier doit apporter sa contribution à ce quatrième front — celui de l'action sociale et politique — car, de tous les groupes qui soutiennent la campagne, il est le mieux placé pour mener sur place une lutte conséquente et efficace pour le progrès social. Dans son effort gigantesque pour sauver les peuples du monde de la destruction par la faim, la F. A. O. se heurte à des obstacles redoutables. Elle dispose de ressources immenses et de l'aide de nombreux gouvernements mais, justement parce qu'elle est une organisation de gouvernements, on ne peut s'attendre à ce qu'elle modifie la structure sociale des pays où ces structures sociales sont une des causes de la sous-alimentation et de la famine. Pour lutter contre ces facteurs elle aura besoin de toute l'assistance que les peuples eux-mêmes et leurs organisations de défense, pourront lui donner, ces organisations bénévoles de travailleurs et de paysans qui sont unis dans un mouvement ouvrier libre.

Comentario FRUSTRACIONES

HAY quienes investigan y relatan los hechos que ocurrieron realmente; son los historiadores. Hay también quienes hacen relatos arbitrarios, sacados de su imaginación; son los novelistas. Entre los unos y los otros, aparece ahora quien se aplica a historiar lo que, no habiendo ocurrido nunca, pudo y debió ocurrir si las cosas sucedieran como es debido. Es una especialidad que abre inmensas perspectivas a la sagacidad.

Un adelantado profesor de esa especialidad es el escritor falangista don Felipe Jiménez de Sandoval, el cual ha dado en Barcelona una conferencia sobre « La frustrada amistad entre José Antonio y García Lorca ». En ella, según el diario « La Vanguardia », ese señor, con abundancia de datos y alusión de circunstancias convincentes, significó cómo no obstante las grandes diferencias de temperamento, pudo haberse producido una sincera amistad entre José Antonio y García Lorca, el poeta del « Romancero Gitano ».

« Pudo haberse producido » la amistad, pero no se produjo; lo cual no ha impedido que, « con abundancia de datos », el señor Jiménez describa puntualmente, tal como hubiera sido, esa amistad... « frustrada ».

¿Frustrada? El concepto académico de frustración supone el fracaso de un deseo o propósito. Y he aquí que la información periodística dice así del señor Jiménez:

« Enumeró las veces que él, amigo y compañero de Universidad de José Antonio des-

de 1921, y de aventuras literarias de Federico, intervino de manera espontánea o a petición de José Antonio para establecer entre ellos un vínculo de afecto y sincera amistad. Todas las gestiones se frustraron porque el poeta, halagado por todos los extremismos, temía que en ciertos ambientes se supiera de su amistad con el Fundador de Falange. Se frustraron también, porque, como insinuó el conferenciante, no siempre quienes alardean de liberales se ven libres del fanatismo, y a veces, el poeta siente que los prejuicios le restan alas. »

Bien se ve, a través de estos mordiscos del despecho, que a Federico no se le frustró nada en el asunto, y que los frustrados fueron José Antonio, como solicitante de amistad, y Jiménez como mediador. Pero no se ha perdido nada, ya que lo que no llegó a ser, lo suple el señor Jiménez llenando toda una conferencia con la descripción exacta de cómo hubiera sido, lo cual es suficiente para la Historia.

« Y pues vemos lo presente — como en un punto es ido — y acabado, — si juzgamos sabiamente — daremos lo no venido — por pasado. » Así escribió el buen Jorge Manrique. Juzguemos sabiamente, como él y como el señor Jiménez, y esperemos la próxima conferencia de éste que, según creemos, va a ser sobre « la frustrada amistad entre el Caudillo y Alejandro Magno ».

Pericles GARCIA

LA D.G.B. ESCRIBE A ADENAUER CONTRA LAS PRETENSIONES FRANQUISTAS

En un escrito dirigido al canciller federal alemán, doctor Konrad Adenauer, y fechado el 26 de febrero de 1962, la D.G.B. rechaza el ingreso o la asociación de países comunistas o fascistas en la Comunidad Económica europea.

« Los pueblos libres de Europa — se dice en el escrito — serían infieles a los principios básicos que informan su doctrina si se asociasen con países que consciente y constantemente atentaban contra los fundamentos naturales de la democracia y la libertad. »

La solicitud de asociación de España es inadmisibles mientras no hayan sido restablecidos los derechos democráticos fundamentales y mientras no puedan hacer acto de presencia en las instituciones de las Comunidades representativas del pueblo español libremente elegidos y libremente designados por organizaciones democráticas. Lo primero que hay que hacer es asegurar en España el libre ejercicio de los derechos del hombre garantizados por la Carta de las Naciones Unidas.

Comité de Redacción de LE SOCIALISTE :

Jean PAUL-BONCOUR

Suzanne LACORE

Eugène MONTEL

Georges GUILLE

Gerard JACQUET

Joseph BEGARRA

Administrateur :

Roger SOUTHON